

NATIONS UNIES

**COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AMERIQUE LATINE
ET LES CARAIBES - CEPALC**



Distr.
GENERALE

LC/G.1804(SES.25/7)
11 mars 1994

FRANÇAIS
ORIGINAL: ESPAGNOL

Vingt-cinquième session
Carthagène, Colombie, 20-27 avril 1994

**PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL DU SYSTEME DE LA CEPALC
1996-1997**

SIGLES

ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALIDE	Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes
CEE	Communauté économique européenne
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
ILPES	Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale
JUNAC	Conseil de l'Accord de Carthagène
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du travail
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PREALC	Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes
SAD	Société andine de développement
SELA	Système économique latino-américain
SIECA	Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNSTAT	Division de statistique des Nations Unies

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
REPARTITION INDICATIVE DES RESSOURCES HUMAINES	3
DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES 1996-1997	5
SOUS-PROGRAMME 1: ALIMENTATION ET AGRICULTURE	7
SOUS-PROGRAMME 2: DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	10
SOUS-PROGRAMME 3: PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE	17
SOUS-PROGRAMME 4: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	23
SOUS-PROGRAMME 5: COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT	29
SOUS-PROGRAMME 6: RESSOURCES NATURELLES ET QUESTIONS D'ENERGIE	36
SOUS-PROGRAMME 7: ENVIRONNEMENT ET ETABLISSEMENTS HUMAINS	41
SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION	48
SOUS-PROGRAMME 9: DEVELOPPEMENT SOCIAL	55
GROUPE DE L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT	61
SOUS-PROGRAMME 10: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES	65
SOUS-PROGRAMME 11: TRANSPORTS	72
SOUS-PROGRAMME 12: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE	76
SOUS-PROGRAMME 13: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES ...	85
SOUS-PROGRAMME 14: INTEGRATION ET COOPERATION REGIONALES	97
GROUPE COMMUN CEPALC/CNUCED DES SOCIETES TRANSNATIONALES	101
Annexe: TYPES D'ACTIVITES	107

INTRODUCTION

Le Secrétariat de la CEPALC soumet à l'examen des Etats membres de la Commission le projet de programme de travail pour la période 1996-1997.

Cette proposition a notamment été élaborée à la lumière de la situation actuelle des pays de la région dans cette première partie de la décennie 90, lesquels continuent d'enregistrer une expansion de leur activité économique accompagnée d'une stabilité relative au niveau des prix, ainsi qu'un allègement du fardeau de la dette et un volume important de capitaux extérieurs, en dépit de la perte d'élan et de l'incertitude persistantes qui caractérisent l'économie mondiale et qui se traduisent par une augmentation limitée des exportations de la région.

Les bouleversements et ajustements douloureux des années 80 semblent battre en retraite et les nouvelles modalités de fonctionnement des économies de la région semblent se consolider, celles-ci étant caractérisées par l'ouverture commerciale et la vocation exportatrice, l'austérité budgétaire et la gestion prudente de la politique monétaire, ainsi que par une intervention plus réduite du secteur public sur les marchés. Ces modalités ont néanmoins été à l'origine d'un nouveau type de vulnérabilité extérieure et ont transformé l'ajustement en une menace endémique.

On constate également la persistance de graves lacunes sur le plan social, aggravées par les retombées de la crise et les différents ajustements, en attendant que la reprise économique se traduise par une amélioration de la situation des couches les plus démunies et que la croissance autorise l'application de politiques publiques susceptibles d'attaquer les racines structurelles de la pauvreté et de l'équité.

L'éradication de la pauvreté et de l'iniquité —qui constituera très certainement un processus ardu et de longue haleine— oblige la région à affronter de nombreux enjeux dont les plus importants sont la matérialisation d'une croissance économique soutenue, la transformation des structures de production accompagnée d'une amélioration croissante en termes de niveaux de productivité et l'atteinte d'une plus grande justice sociale. Tous ces défis doivent être relevés dans un contexte démocratique et de pérennité de l'environnement.

Les tâches qu'impliquent ces défis pour les pays de la région sont d'une complexité et d'une envergure telles qu'elles vont requérir d'efforts accrus afin de parvenir à la solution concrète des différents problèmes, raison pour laquelle le secrétariat de la CEPALC a tenté, dans cet exercice de programmation, de prévoir des activités favorisant la collaboration avec les pays membres dans cette entreprise commune.

Ce projet correspond à la dernière période biennale inscrite dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1992-1997, adopté en 1990 par l'Assemblée générale à l'occasion de sa quarante-cinquième session.

La première partie de ce document comprend un tableau intitulé "Répartition indicative des ressources humaines", regroupées par sous-programme avec, en regard, les données comparatives pour les périodes biennales 1994-1995 et 1996-1997.

Vient ensuite la description des sous-programmes qui commence, dans chaque cas, par une brève introduction suivie de la description des sphères thématiques qui composent le sous-programme ainsi que d'un compte-rendu détaillé des activités et des produits résultant de son exécution. Dans certains cas, il est fait mention expresse, à la fin de la description du domaine thématique pertinent, d'activités dont la réalisation dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires. Cette mention est indispensable dans le cas des activités opérationnelles qui ne peuvent être menées à bien que grâce à ce type de ressources.

Ce projet de programme de travail est structuré de façon différente aux projets présentés lors de sessions antérieures de la Commission. En effet, les activités prévues en matière d'intégration et de coopération régionales et exécutées par la division du commerce international, des transports et du financement ont été, en l'occurrence, regroupées dans un sous-programme spécifique. D'autre part, et eu égard à leur importance, les activités concernant l'intégration des femmes au développement sont elles aussi décrites séparément.

Cette nouvelle présentation obéit aux instructions récemment émanées du siège de l'Organisation, qui concernent plus particulièrement la classification et description des activités telles que les publications périodiques et non périodiques, le matériel technique, le matériel et les services d'information, les réunions intergouvernementales et d'experts, les activités opérationnelles (y compris les services consultatifs et la formation collective), ainsi que les activités intermédiaires.*

Finalement, il faut souligner que les incidences financières pouvant découler d'initiatives prises par la Commission et qui se traduiraient par la réalisation de nouvelles activités non prévues dans ce projet de programme de travail devront être estimées par le secrétariat et leur mise en oeuvre dépendra donc de l'obtention des ressources supplémentaires requises. Cela dit, il ne faut pas oublier que les ressources techniques actuellement disponibles ne pourront être mises au service de la réalisation de ces nouvelles activités que moyennant leur redéploiement, ce qui ne saurait que compromettre la mise en oeuvre des activités pour lesquelles ces fonds avaient été initialement affectés. Un tel redéploiement des ressources techniques se heurte également à la possibilité réelle d'échanger le personnel des différentes spécialités entre les différents domaines du programme de travail.

* La description des différents types d'activités figure en annexe de ce document.

REPARTITION INDICATIVE DES RESSOURCES HUMAINES

Sous-programme	Mois de travail professionnel							
	1994-1995				1996-1997			
	BO ^a	FE ^b	Total	%	BO ^a	FE ^b	Total	%
1. Alimentation et agriculture	72	42	114	3	72	48	120	3
2. Développement économique	504	162	666	16	504	168	672	15
3. Planification économique et sociale	120	204	324	8	120	204	324	7
4. Développement industriel, scientifique et technologique	144	78	222	5	144	144	288	6
5. Commerce international et financement du développement	210	72	282	7	210	72	282	6
6. Ressources naturelles et questions d'énergie	192	84	276	7	264 ^c	84	348	8
7. Environnement et établissements humains	144	120	264	6	144	120	264	6
8. Population	144	120	264	6	144	120	264	6
9. Développement social	192	48	240	6	192	48	240	5
Groupe de l'intégration de la femme au développement	48	24	72	2	48	48	96	2
10. Statistiques et projections économiques	264	12	276	7	264	36	300	7
11. Transports	96	6	102	2	96	24	120	3
12. Activités sous-régionales au Mexique et en Amérique centrale	504	42	546	13	504	72	576	13
13. Activités sous-régionales aux Caraïbes	312	48	360	9	312	72	384	9
14. Intégration et coopération régionales	54	24	78	2	54	24	78	2
Groupe commun CEPALC/CNUCED sur les sociétés transnationales	24	66	90	2	24	72	96	2
Total des sous-programmes	3 024	1 152	4 176	100	3 096 ^c	1 356	4 452	100
Pourcentage	72	28	100		70	30	100	

^a Budget ordinaire.

^b Fonds extra-budgétaires.

^c Dans le cadre du programme de décentralisation des Nations Unies on considère l'augmentation de trois postes supplémentaires (deux dans le domaine de l'Energie et un dans le domaine des Ressources en eau).

DESCRIPTION DES SOUS-PROGRAMMES
1996-1997

SOUS-PROGRAMME 1: ALIMENTATION ET AGRICULTURE

Présentation

Ce sous-programme, qui est exécuté par le groupe du développement agricole de la Division du développement de la production et des entreprises a essentiellement pour but d'aider les pays à focaliser leur développement économique et social de façon à favoriser un meilleur équilibre entre les zones rurales et urbaines; contribuer à ce que les gouvernements de la région accordent un traitement préférentiel aux petits exploitants et paysans dans certains domaines tels que la croissance, le transfert de technologie et les politiques d'incitations et d'investissements; et collaborer avec les gouvernements afin d'améliorer les recettes des exportations, en accordant une attention prioritaire aux exportations de produits agricoles dans les pays susceptibles d'être compétitifs à longue échéance.

Compte tenu de ces objectifs, les activités prévues pour la période biennale 1996-1997 seront constituées de travaux de recherche et d'analyse dans deux sphères thématiques particulièrement préoccupantes dans les pays latino-américains et des Caraïbes, à savoir: i) l'incidence des processus de réaménagement économique sur les économies agricoles, et notamment sur la définition des nouveaux rôles que sont appelés à jouer les secteurs public et privé; et ii) le développement du secteur forestier et son insertion au sein des marchés internationaux.

Les processus de réaménagement économique intensifs amorcés par la plupart des pays de la région dès la moitié des années 80 ont engendré de profondes transformations tant sur le plan du fonctionnement et de l'orientation du développement des économies agricoles que des rôles et des fonctions joués par les secteurs public et privé dans le secteur agricole.

C'est pourquoi cette première sphère thématique a pour but de favoriser la réflexion sur les retombées, aussi bien positives que négatives, des politiques d'ajustement, de l'ouverture vers les marchés extérieurs et de l'insertion internationale, ainsi que sur les mesures à prendre pour consolider les éléments propres à favoriser un développement agricole satisfaisant et corriger les aspects déficients. Pour ce faire, on prévoit la réalisation de deux études, dont la deuxième porte, d'une façon spécifique, sur l'examen des exigences requises pour parvenir à une insertion dynamique et compétitive du secteur agricole sur les marchés internationaux à la lumière du rôle que doivent assumer, respectivement, les secteurs public et privé.

Le deuxième sphère thématique vise à épauler les efforts de rationalisation et de développement durable du secteur forestier, lequel présente un potentiel énorme en termes de productivité dans la région et qui ne cesse de gagner du terrain sur les marchés extérieurs. Les travaux prévus dans ce domaine auront pour objet de renforcer les connaissances quant à ce secteur et de proposer des politiques visant à développer et à mettre en valeur les ressources forestières, et en particulier des mesures tendant à consolider leur insertion sur les marchés internationaux.

1. Activités

Sphère thématique 1.1: Le réaménagement économique et l'agriculture, les nouveaux rôles des secteurs public et privé

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts visant à étudier les nouveaux rôles de l'Etat et du secteur privé dans le cadre d'une insertion dynamique et compétitive du secteur agricole au sein de l'économie mondiale.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les retombées directes et indirectes des politiques d'ajustement, de l'ouverture vers l'extérieur et de l'insertion internationale sur les économies agricoles de la région.

ii) Une étude sur les nouveaux rôles que l'Etat et le secteur privé sont appelés à jouer dans le cadre d'une insertion dynamique et compétitive du secteur agricole au sein de l'économie mondiale.

Sphère thématique 1.2: Développement du secteur forestier et insertion au sein des marchés internationaux

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'analyser les résultats de l'étude sur le développement des ressources forestières et l'insertion de ce secteur au sein des marchés internationaux.

b) Publications non périodiques

Une étude sur les politiques visant à un développement adéquat des ressources forestières de la région et l'insertion de ce secteur au sein des marchés internationaux.

c) Activités intermédiaires

Deux études de cas sur le potentiel forestier et sa mise en valeur dans le cadre de plans à long terme, les politiques visant au développement de ces ressources et l'insertion de ce secteur au sein des marchés internationaux, dans certains pays encore indéterminés.

On prévoit, au cours de la période biennale, la réalisation d'un projet en matière de développement forestier.

La réalisation de l'activité mentionnée au point a) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme seront exécutées au sein du système de la CEPALC, en consultation avec plusieurs de ses divisions organiques selon la sphère thématique envisagée, ainsi qu'en étroite collaboration avec la FAO.

L'étude sur les retombées des politiques d'ajustement, l'ouverture vers l'extérieur et l'insertion internationale sera élaborée en collaboration avec la Division du développement économique et la Division du commerce international, des transports et du financement, ainsi qu'avec le concours de la Division des statistiques et des projections économiques. D'autre part, les travaux concernant les nouveaux rôles que l'Etat et le secteur privé sont appelés à jouer seront menés à bien en étroite collaboration avec l'ILPES, le Groupe commun CEPALC/CNUCED des sociétés transnationales et le Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique.

Quant aux activités portant sur le développement de l'économie forestière, on prévoit un échange de données d'information et d'expérience avec la Division des ressources naturelles et de l'énergie, la division de l'environnement et des établissements humains et la Division du commerce international, des transports et du financement, ainsi qu'avec la FAO et d'autres institutions concernées par le développement forestier.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits résultant de ce sous-programme sont essentiellement destinés aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région responsables de la formulation, de l'exécution et de la gestion des stratégies et des politiques agricoles.

D'autres utilisateurs des produits de ce sous-programme sont les institutions publiques et privées telles que les universités, les centres d'études et de recherche et divers organismes technico-professionnels, ainsi que les organisations non gouvernementales concernées par le développement agricole et rural.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 2: DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Présentation

Après les profonds déséquilibres et les ajustements rigoureux qui ont caractérisé les années 80, la plupart des économies de la région ont évolué vers des modèles de croissance basés sur une insertion de plus en plus ouverte et compétitive au sein de l'économie internationale, dans un contexte marqué par une expansion de l'activité économique, une stabilité relative au niveau des prix, un allègement du fardeau de la dette et un volume considérable de capitaux extérieurs. S'il est vrai que ces nouvelles modalités de fonctionnement des économies latino-américaines caractérisées par l'ouverture commerciale et la vocation exportatrice, l'austérité budgétaire, la gestion prudente de la politique monétaire et une intervention publique réduite sur les marchés se sont consolidées, elles se sont également traduites par une limitation de la marge de manoeuvre au niveau de la politique économique. En outre, il est évident que certaines économies de la région ont progressé plus rapidement que d'autres dans la consolidation de leurs réformes structurelles et se trouvent plus aptes à poursuivre un processus de croissance soutenu.

Cependant, ces processus de transformation traversent actuellement une phase particulièrement vulnérable et plusieurs facteurs font peser une menace sur les progrès si douloureusement obtenus, à savoir: la récession des pays industrialisés; les répercussions des pressions protectionnistes; la persistance ou la résurgence des problèmes de surendettement; l'inconstance des courants financiers qui, au cours de ces dernières années, ont contribué d'une façon décisive à la relance; et, finalement, les perturbations subites de leurs marchés extérieurs dans un environnement incertain sur le plan de la conjoncture internationale, qui rendent improbable une reprise de la demande ou un relèvement généralisé des prix des produits de base.

Par ailleurs, la reprise du taux d'activité est encore faible; dans le même temps, la stabilité macro-économique montre encore des signes de fragilité alors que l'investissement reste insuffisant et ne se récupère pas encore de la contraction dont il fit l'objet au cours de la décennie antérieure. On observe en outre une persistance de graves déficiences sur le plan social, ainsi qu'une aggravation des inégalités en matière de répartition du revenu et une précarité croissante de l'emploi.

Compte tenu de cette nouvelle vulnérabilité sur le plan extérieur qui compromet les efforts consentis par les pays pour poursuivre leur croissance, il est indispensable d'intensifier le processus d'insertion internationale moyennant des exportations porteuses, ce qui constituerait la contrepartie de la transformation du processus de production dans un climat d'équité. Il faudra maintenir une politique ouverte aux échanges internationaux et favoriser l'accès à la technologie, tout en renforçant le contrôle des équilibres macro-économiques et continuer de gérer rationnellement l'endettement du secteur public. Quoi qu'il en soit, la formulation et l'application des politiques devront répondre à des exigences croissantes car les contraintes mentionnées plus haut vont certainement impliquer une limitation de l'éventail d'options possible. Il faudra, pour ce faire, disposer d'une information opportune, détaillée et systématique concernant les tendances nationales, régionales et mondiales, ainsi que sur les transformations structurelles de façon à ce que les autorités responsables de la mise au point des politiques puissent prévoir les points d'inflexion, au même titre que les nouveaux enjeux et options. Tout comme dans les périodes biennales antérieures, on continuera de réaliser des études sur la transformation des structures de production, la réforme de l'Etat et l'amélioration de la répartition du revenu, dans un climat d'équité sociale qui permette le développement intégral des pays de la région.

Les activités prévues dans ce sous-programme pour la période biennale 1996-1997 en matière de développement économique —qui a fait l'objet de la plus haute priorité dans le plan à moyen terme au cours de la période 1992-1997— comprennent deux sphères thématiques liées aux objectifs mentionnés ci-dessus. Une attention particulière est attachée aux rapports existant entre les processus à court terme et les objectifs de développement à moyenne ou à longue échéance. Ces activités seront menées par la Division du développement économique, avec le concours des bureaux sous-régionaux et nationaux de la CEPALC situés dans divers pays de la région.

Le principal objectif de la première sphère thématique, intitulée Examen des économies latino-américaines et des Caraïbes, consiste à fournir une information systématique et opportune sur les tendances économiques nationales et régionales et à se pencher sur les transformations structurelles de façon à faciliter l'accès des autorités nationales à l'information et aux études actualisées servant de référence à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques pertinentes.

Pour ce faire, on continuera d'élaborer trois rapports de base qui sont publiés chaque année, à savoir: i) le Panorama económico de América Latina, qui apparaît au cours du premier trimestre de l'année; ii) le Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, publié à la fin de chaque année; et iii) l'Estudio económico de América Latina y el Caribe.

La demande considérable des deux premières publications traduit l'importance que leur accordent les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays membres, les organisations internationales, les banques, les chercheurs universitaires et les opérateurs privés, en raison de l'opportunité, de la portée et de la qualité de l'information présentée. L'Estudio económico est, quant à lui, particulièrement valorisé par les autorités des pays et les institutions internationales qui en apprécient l'objectivité et le caractère global et comparable des données qu'il contient. Ce dernier aspect est particulièrement utile pour la réalisation des études comparatives qui permettent d'établir la distinction entre les difficultés spécifiques de chaque pays et les problèmes plus généraux.

De plus, les connaissances actualisées requises par l'élaboration de ces publications exigent, de la part du Secrétariat, un examen permanent et rigoureux de la situation régionale qui l'oblige à se former un point de vue lui permettant de s'anticiper aux difficultés et aux situations pouvant surgir dans la région.

La deuxième sphère thématique, consacrée à l'examen des stratégies de développement, sera centrée sur la politique économique propre à encourager l'épargne et l'investissement, ainsi que sur les politiques susceptibles de permettre une réaction en souplesse face aux aléas externes des termes de l'échange et des flux de financement. On se penchera également sur les politiques macro-économique et budgétaires visant à la récupération ou la consolidation des équilibres macro-économiques, tout en mettant l'accent sur l'étude des retombées, en termes de répartition, des processus de transformation de l'appareil de production ainsi que des ajustements extérieurs et intérieurs.

Afin d'améliorer l'efficacité de l'Etat en Amérique latine et dans les Caraïbes, on poursuivra les activités opérationnelles menées en matière de politique budgétaire et de décentralisation du secteur public.

Ce sous-programme comprend également des activités réalisées par le Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES), qui sont regroupées dans la sphère thématique 2.3 concernant l'information au service de la gestion du développement. Ces activités ont essentiellement pour

but d'analyser les différentes ressources d'information et les façons de tirer le meilleur parti du transfert, de la circulation et de l'utilisation de ces ressources en matière de recherche, de formulation des politiques et de la prise de décisions dans le domaine du développement économique et social.

L'une des principales activités prévues par le CLADES durant la période biennale 1996-1997 est l'étude de la gestion de l'information au service du développement, dans le contexte des nouvelles articulations productives de l'industrie de l'information, ainsi que de la concurrence et de la coopération existant entre les opérateurs publics et privés qui participent à cette dernière. Dans le même temps, le CLADES poursuivra ses activités en matière de systématisation et de diffusion des publications concernant le développement économique et social moyennant de nouvelles modalités technologiques telles que les disques optiques, les hypertextes, les multimédia et le courrier électronique permettant l'accès aux bases de données.

1. Activités

Sphère thématique 2.1: Examen des économies latino-américaines et des Caraïbes

Publications périodiques

- a) Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1995
- b) Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1996

Cette publication est élaborée chaque année et se compose essentiellement de deux parties. L'une consiste en un examen global des tendances récentes en Amérique latine et dans les Caraïbes couvrant les changements intervenus dans la région à la lumière de l'économie internationale, ainsi que la politique macro-économique et l'inflation, les problèmes structurels que présentent les différents types d'économies, l'évolution des finances publiques, l'emploi et les salaires, et finalement le secteur extérieur. Un chapitre spécial est consacré à l'étude spécifique des économies des Caraïbes. La deuxième partie comprend les rapports correspondant à la plupart des pays de la région: chacun d'eux contient une étude systématique de l'évolution économique, étayé par une série de tableaux statistiques concernant la croissance, l'emploi, le commerce extérieur, la balance des paiements, l'endettement extérieur, les prix, les rémunérations, ainsi que la comptabilité monétaire et budgétaire. Une troisième partie vient généralement s'ajouter aux deux premières et est consacrée à l'étude d'un thème important d'actualité économique dans la région ou à l'examen plus approfondi et détaillé de l'économie d'un pays spécifique. En guise de prélude à l'Estudio económico, un bref rapport préliminaire sur l'évolution de l'économie régionale au cours de l'année écoulée est généralement évacué en avril (essentiellement en vue de sa présentation au Conseil économique et social).

- c) Panorama económico de América Latina, 1996
- d) Panorama económico de América Latina, 1997

Ce rapport, qui apparaît chaque année au mois de septembre, consiste en une analyse succincte mais néanmoins systématique de l'évolution économique de la région et des politiques en vigueur, étayé par une série de tableaux statistiques concernant les tendances observées au cours du premier semestre

de l'année en matière de croissance, de chômage, de commerce extérieur, d'inflation, de salaires et de rémunérations et d'autres variables économiques importantes dans les neuf ou dix principales économies de la région.

e) Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1996

f) Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1997

Le Balance preliminar consiste en une description et une évaluation du comportement économique de la région. Il apparaît à la fin de chaque année et contient une information détaillée et récente de l'évolution comparative des différentes variables macro-économique dans l'ensemble de la région et dans la majeure partie des pays. Cette publication est présentée par le Secrétaire exécutif de la CEPALC lors d'une conférence de presse organisée chaque année au mois de décembre.

Sphère thématique 2.2: Examen des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales appliquées en Amérique latine et dans les Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts chargés d'examiner les conclusions du document sur les politiques propres à encourager l'épargne, l'investissement et l'amélioration de la capacité de production.

ii) Réunion d'experts chargés d'examiner les conclusions du document concernant les stratégies de développement basées sur les exportations et les politiques propres à favoriser une réaction en souplesse face aux aléas extérieurs.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la politique économique propre à encourager l'épargne, l'investissement et l'amélioration de la capacité de production, ainsi que les stratégies de transformation du processus de production dans un climat d'équité, dans un contexte écologiquement rationnel; on étudiera plus particulièrement la lenteur du rythme de consolidation des processus d'investissement, l'insuffisance de l'épargne intérieure et l'incidence de l'inconstance des courants financiers extérieurs.

ii) Une étude sur les stratégies de développement basées sur les exportations et sur les politiques susceptibles de favoriser une réaction en souplesse face aux aléas extérieurs en matière de termes de l'échange et de courants financiers. On tiendra particulièrement compte, dans cette analyse, de la plus grande vulnérabilité structurelle des économies résultant de leur intégration croissante à un environnement international variable et incertain, des profonds déséquilibres extérieurs qui tendent à devenir permanents et qui sont financés à l'aide de courants financiers dépendant de facteurs conjoncturels, ainsi que des faibles marges de manoeuvre quant à l'application de la politique économique.

iii) Une étude sur les politiques macro-économiques et budgétaires propres à rétablir ou à consolider les équilibres macro-économiques contenant un examen des ajustements budgétaires rigoureux effectués au cours de ces dernières années et qui ont permis de résorber dans une large mesure les

déséquilibres des secteurs publics, de la pérennité structurelle de ces ajustements ainsi que du degré de flexibilité de la gestion budgétaire.

iv) Une étude sur les retombées, en termes de répartition, des processus de transformation de l'appareil de production et des ajustements tant extérieurs qu'intérieurs; il s'agira essentiellement d'envisager la question de savoir si la reprise actuelle de la croissance permettra de créer les espaces nécessaires à l'application de politiques publiques susceptibles d'attaquer les racines structurelles de la pauvreté et de l'iniquité et de satisfaire les besoins des couches sociales les plus touchées.

c) Matériel technique

Organisation, mise sur pied et maintien d'une banque de données concernant les différentes sphères thématiques liées au développement économique.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande quant à l'identification des politiques optionnelles susceptibles d'encourager l'épargne, l'investissement et l'amélioration de la capacité de production.

ii) On prévoit la réalisation, au cours de la période biennale, de projets sur la politique budgétaire, les réformes des politiques publiques et la décentralisation budgétaire.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 2.3: Information au service de la gestion du développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier différentes expériences en matière de gestion de l'information au service du développement dans le cadre des nouvelles articulations productives existant dans l'industrie de l'information.

b) Publications périodiques

Temas especiales de desarrollo, bulletin annuel (deux numéros par période biennale).

c) Publications non périodiques

Deux études sur l'information au service du développement.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière de gestion de l'information.

Préparation et envoi, aux pays de la région qui en feront la demande, d'information concernant le développement traitée par le CLADES sur disquettes et disques optiques (CD/ROM).

ii) Formation collective

Deux cours ou séminaires sur la gestion de l'information.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront menées à bien avec le concours des groupes organiques de la CEPALC, ainsi qu'en contact avec d'autres organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et diverses entités gouvernementales de la région.

Les travaux de préparation de l'Estudio económico, du Panorama económico et du Balance preliminar seront notamment réalisés en coopération avec les bureaux sous-régionaux et nationaux de la Commission, ainsi qu'avec la Division des statistiques et des projections économiques.

Ces trois publications serviront de matériel de référence au Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (DIESAP) dans les travaux qu'il mène à bien, et en particulier dans l'élaboration de l'Estudio económico mundial.

Finalement, les activités incombant au CLADES seront réalisées avec la coopération de plusieurs divisions de la CEPALC et en contact avec d'autres organismes des Nations Unies et d'institutions opérant dans la région telles que le Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information, l'ONUDI, le PNUE, l'OPS, le SELA et le Centre latino-américain d'administration pour le développement (CLAD).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont essentiellement destinés aux ministères des affaires économiques et des finances, aux bureaux de planification économique et sociale, aux universités et autres institutions d'enseignement, aux bibliothèques, aux chercheurs et aux universitaires concernés par les questions liées au développement économique et social, aux organisations internationales, économiques et financières et à toute personne intéressée.

Le Panorama económico et le Balance preliminar sont des publications très utilisées aussi bien dans les pays de la région qu'à l'extérieur. Les principaux utilisateurs sont les autorités et les fonctionnaires

gouvernementaux, les organisations internationales, les banques et autres institutions du secteur privé, les instituts et centres de recherche économique et, en règle générale, toutes les institutions, tous les cadres et les chercheurs ayant besoin d'accéder d'une façon opportune à une information et des indicateurs étayés par les études pertinentes autorisant un suivi permanent du comportement économique des pays de la région.

L'Estudio económico est également destiné aux universités et aux institutions d'enseignement, qui l'incluent généralement dans les bibliographies correspondant à leurs programmes.

Les trois études en question feront l'objet d'une très vaste distribution, conformément à une liste d'institutions et de personnes. Les médias nationaux et internationaux constituent également un destinataire privilégié de ces publications et permettent d'en multiplier la diffusion et la répercussion. Elles sont également mises en vente pour le grand public.

Finalement, les produits résultant des activités du CLADES s'adressent essentiellement aux organisations gouvernementales, aux instituts de recherche tant publics que privés, aux centres de documentation et aux bibliothèques, ainsi qu'aux chercheurs et aux universitaires.

SOUS-PROGRAMME 3: PLANIFICATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Présentation

Les activités de ce sous-programme répondent aux tâches prioritaires confiées par les Etats membres du Conseil régional de planification à l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES). Ces priorités établies par cet organisme de la CEPALC concernent la programmation et la coordination des politiques économiques et sociales. A cet effet, l'Institut continuera de satisfaire la demande de services dans les domaines technique et fonctionnel qui lui incombent moyennant des activités d'assistance, de formation et de recherche appliquée qui, dans ce dernier cas, viennent compléter celles qui sont menées dans le cadre d'autres sous-programmes du système de la CEPALC.

Le programme de travail pour la période biennale 1996-1997 comprend cinq sphères thématiques. En ce qui concerne la programmation du secteur public, les activités prévues au cours de cette période seront axées sur les politiques de réforme de l'Etat et leur incidence sur la gestion stratégique du processus de répartition des fonds publics. Une attention particulière sera accordée à la mise au point et à l'application de méthodologies et de modèles permettant d'évaluer l'incidence macro-économique et sociale de la politique budgétaire à moyen terme, ainsi qu'au suivi des réformes actuellement en cours sur le plan de la programmation et du contrôle de l'exécution budgétaire dans le cadre de systèmes intégrés d'administration financière. En matière de réformes économiques, l'attention sera centrée sur l'examen du réaménagement des secteurs des entreprises publiques dans deux grands domaines: d'une part, la définition et l'organisation sur le plan institutionnel du cadre réglementaire régissant la prestation de services publics privatisés; d'autre part, l'organisation des entreprises et les arrangements institutionnels requis en vue d'une gestion efficace des entreprises publiques.

En ce qui a trait aux politiques et aux projets sociaux, l'accent sera mis sur les diverses facettes du processus de décentralisation des services sociaux, et notamment: la capacité de gouverner, l'aptitude à être gouverné, ainsi que la décentralisation et les gouvernements locaux. Le premier aspect couvre l'articulation des politiques sociales communales et celles adoptées à l'échelon intermédiaire et national. On abordera également la question des déréglementations en matière de politique sociale et les différents rôles que doivent jouer actuellement les opérateurs sociaux privés. En ce qui concerne l'aptitude à être gouverné, on étudiera l'importance relative des différentes forces politiques et sociales dans le cadre de la concertation, l'élaboration consensuelle et la formulation d'accords-clés, ainsi que les réformes institutionnelles, politiques, administratives et juridiques requises pour moderniser la gestion publique. Pour ce qui est de la décentralisation et des gouvernements locaux, deux types d'activités seront mises en oeuvre: d'une part, la consolidation d'un réseau latino-américain d'expériences en matière de formation municipale qui, en tant que mécanisme de coopération, sera axé sur la formation à distance et sur les programmes télévisés éducatifs; d'autre part, l'échange d'expériences permettant d'affronter les nouveaux enjeux de la gestion municipale en Amérique latine dans certains domaines tels que la gestion d'entreprises, la prestation de services sociaux, les modalités et les mécanismes de participation, les politiques intersectorielles, etc.

Dans le domaine des politiques et de la planification régionales, on poursuivra l'élaboration des divers instruments et méthodologies visant à épauler la gestion du développement à l'échelon territorial. Une importance particulière sera accordée à l'insertion des régions aux échanges commerciaux internationaux moyennant la vente de produits présentant une forte valeur ajoutée et un contenu

technologique élevé, dans un climat de justice sociale et de participation croissantes. De même, on s'intéressera plus particulièrement aux articulations entre régions et municipalités afin de parvenir à une plus grande efficacité dans la mise en oeuvre de programmes de dépenses publiques. On étudiera également la mise au point et la diffusion d'un concept moderne de "régions virtuelles", sur le plan de la complexité structurelle, de la souplesse et de l'affaiblissement, dans ce contexte, de la friction spatiale.

Dans la sphère thématique des projets et de la programmation en matière d'investissements, on continuera de travailler dans deux domaines complémentaires: i) l'étude des aspects micro-économiques liés au cycle de vie des projets d'investissement; ii) l'analyse et la systématisation des éléments d'ordre macro-économique liés à la programmation et à la gestion des investissements publics, ainsi que leurs rapports avec la programmation budgétaire. On élaborera ainsi, dans le cadre d'une optique opérationnelle et fonctionnelle, des systèmes et des méthodologies susceptibles d'améliorer la qualité de l'investissement public et l'efficacité en matière d'affectation des fonds budgétaires.

On prévoit en outre, dans chacune des sphères thématiques mentionnées plus haut, la réalisation d'activités de formation —qui ont acquis une importance croissante dans les travaux menés par l'Institut—, aussi bien à l'échelon national que sous-régional et régional. On prévoit également l'organisation de réunions et de séminaires techniques dans des domaines spécifiques présentant un intérêt particulier pour les pays de la région. On continuera aussi de prêter une assistance technique aux pays qui en feront la demande dans les sphères thématiques liées aux activités de l'ILPES.

Une cinquième —et dernière— sphère thématique regroupe les activités menées dans le cadre de la coopération entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes. Au cours des réunions périodiques du Conseil régional de planification et de son Bureau directeur, différents thèmes d'actualité seront abordés dans le cadre de la planification et de la coordination des politiques publiques présentant un intérêt à l'échelle nationale, sous-régionale ou régionale. L'ILPES continuera d'épauler les activités de coopération mutuelle ainsi que l'échange de données d'expérience dans le cadre du Système de coopération et de coordination entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes (SCCOPALC).

1. Activités

Sphère thématique 3.1: Programmation du secteur public

a) Réunions techniques

- i) Un séminaire technique sur la gestion stratégique de l'Etat et les budgets publics.
- ii) Un séminaire technique sur les expériences de réformes économiques dans les pays de la région.

b) Publications non périodiques

- i) Une étude sur la programmation pluriannuelle de la politique budgétaire.
- ii) Un document sur les expériences en matière de fixation de normes régissant la prestation de services publics par des opérateurs privés.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande dans des domaines liés à la programmation du secteur public.

ii) Formation collective

Trois cours internationaux ou nationaux sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, d'une durée de six semaines et destinés à une trentaine de participants par cours.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.2: Politiques et projets sociaux

a) Réunions techniques

- i) Deux séminaires techniques concernant la capacité de gouverner.
- ii) Deux séminaires techniques concernant la décentralisation et les gouvernements locaux.

b) Publications non périodiques

- i) Une étude sur les facteurs qui déterminent la capacité de gouverner dans certains pays de la région.
- ii) Deux documents sur l'aptitude à être gouverné (un chaque année de la période biennale).
- iii) Deux études sur certains aspects spécifiques de la gestion municipale.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne l'articulation entre les politiques sociales communales et les décisions nationales, la réforme de l'Etat et le processus de prise de décision dans le cadre de vastes consensus sociaux, ainsi que la décentralisation et les gouvernements locaux.

ii) Formation collective

Deux cours nationaux et internationaux concernant la gestion municipale.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.3: Politiques et planification régionales

a) Réunions techniques

i) Une réunion technique sur les organismes de développement régional.

ii) Un séminaire technique sur la gestion du développement régional.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la compétitivité internationale des régions en tant que facteur d'attraction des investissements et de la technologie.

ii) Un document sur le concept de région virtuelle dans le développement de régions ouvertes.

iii) Une étude comparative des modèles de gestion régionale dans certains pays de la région.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de politiques et de planification régionales.

ii) Formation collective

Trois cours internationaux ou nationaux, Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales, d'une durée de cinq semaines, destinés à une trentaine de participants par cours.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.4: Projets et programmation en matière d'investissements

a) Réunions techniques

i) Une réunion technique régionale sur les nouveaux types d'approche en matière d'évaluation sociale des projets.

ii) Une réunion technique sur les banques de projets et la programmation des investissements.

b) Publications non périodiques

i) Un manuel sur les méthodologies visant à identifier, préparer et évaluer les projets sociaux, notamment en ce qui concerne leur mise en œuvre moyennant l'utilisation de micro-ordinateurs.

ii) Un guide méthodologique visant à étudier l'incidence macro-économique de l'investissement public.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne les systèmes nationaux de programmation des investissements, les méthodologies visant à la préparation, l'évaluation, le suivi et le contrôle de projets, ainsi que les programmes de formation dans les domaines pertinents.

ii) Formation collective

Trois cours régionaux ou nationaux concernant la programmation des investissements et l'évaluation de projets.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.5: Coopération entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Réunions intergouvernementales

Organisation et prestation de services aux réunions des représentants des organismes nationaux de planification: dix-neuvième et vingtième réunions du Bureau directeur du Conseil régional de planification.

b) Publications non périodiques

Deux études sur certains thèmes d'actualité en matière de planification économique et sociale.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront mises en œuvre en étroite collaboration avec les organismes nationaux de planification d'Amérique latine et des Caraïbes, avec la CEPALC, le CELADE, le PNUD, le Département de l'appui au développement et des services de gestion des Nations Unies, la BID et la Banque mondiale, ainsi qu'avec les universités et les centres de recherche, certaines entités du secteur privé et les organisations non gouvernementales concernées par la planification et la coordination des politiques publiques.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils travaillent dans des organismes de planification et de coordination des politiques économiques et sociales, aux échelons national, régional et local, ainsi que toutes les personnes responsables des activités de planification, de programmation et de gestion dans d'autres organismes et dans les entreprises publiques.

Les produits de ce sous-programme sont également destinés à certaines institutions publiques et privées, telles que les universités, les centres d'études, les associations technico-professionnelles, de chefs d'entreprises et de travailleurs, ainsi que d'autres organisations non gouvernementales.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, les activités de formation, les réunions et les séminaires techniques, la coopération technique, ainsi que par le biais de leur participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 4: DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Présentation

Après un douloureux processus d'ajustement, de stabilisation et de restructuration, la plupart des pays de la région devraient, dès le milieu de la décennie 1990, élaborer de nouvelles modalités d'insertion internationale et s'engager à nouveau sur la voie d'une forte croissance économique. L'expérience historique démontre en fait que l'un des avantages d'un développement tardif est qu'une fois le processus amorcé, un pays peut atteindre des taux de croissance nettement supérieurs à ceux des économies développées en sautant certaines étapes technologiques qui lui permettent de s'approcher rapidement de la frontière de la production.

S'il est certes possible de croître rapidement, le processus n'en est pas pour autant automatique; il requiert des équilibres macro-économique constants, des prix-clés traduisant des pénuries réelles, ainsi qu'une insertion croissante et favorable à l'environnement international. Mais il passe également, pour brûler les étapes, par une acquisition intelligente de la technologie, son adaptation au milieu local, sa diffusion rapide sur le plan local et son développement ultérieur. L'atteinte de ces objectifs exige non seulement des efforts et un dynamisme considérables au niveau des entreprises mais aussi le soutien résolu et soutenu des pouvoirs publics au processus de modernisation technologique qui constitue un bien public devant bénéficier la nation toute entière et non pas une entreprise nationale en particulier. Dans cette première phase, encore éloignée de la frontière technologique, la collaboration entre les entreprises, les centres de recherche et les gouvernements s'avère essentielle pour acquérir, transférer, adapter et, le cas échéant, améliorer la technologie disponible sur les marchés internationaux. Il importe donc de renforcer l'aptitude du système national d'innovation à absorber les progrès techniques.

Cette capacité d'absorption concerne non seulement l'introduction de technologies dites "dures" (hard), c'est-à-dire celles qui sont incorporées aux machines et aux équipements, mais aussi, et avant tout, les technologies dites "douces" (soft), qui impliquent peu d'investissement physique et sont essentiellement liées —quant aux processus de production— à la réorganisation du système de travail, au contrôle de qualité, aux techniques de production "just-in-time" et aux exigences des fournisseurs. En matière de commercialisation, elles supposent un suivi constant des tendances du marché et l'identification claire du créneau ou de la part du marché où l'entreprise possède ou peut acquérir un avantage comparatif.

D'autre part, la possibilité, pour la région, d'avoir accès à un processus dynamique de croissance économique dépendra de la vitesse d'une deuxième phase plus complexe qui est celle de l'exportation, au cours de laquelle le dynamisme devra provenir de la valeur ajoutée croissante du produit, de la façon dont seront mis à profit les avantages de l'agglomération moyennant la création de complexes productifs qui tiennent davantage compte des relations en aval et en amont, et la pénétration de nouveaux marchés porteurs en termes de revenus plus élevés et d'exigences croissantes sur le plan de la qualité.

Ce sous-programme, qui sera exécuté par le Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique relevant de la Division du développement de la production et des entreprises, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a essentiellement pour but d'épauler les gouvernements de la région dans l'élaboration de politiques visant à développer l'aptitude des pays à acquérir, adapter et diffuser les meilleures techniques et pratiques

disponibles, de façon à pouvoir construire et consolider des avantages compétitifs basés sur une capacité d'innovation propre et croissante.

Les activités spécifiques de ce sous-programme, telles qu'elles ont été prévues pour la période biennale 1996-1997, sont regroupées en cinq sphères thématiques, dont chacune est importante en soi mais qui sont toutes interdépendantes. Le groupe réalisera une étude constante et systématique de l'évolution de l'activité industrielle, scientifique et technique dans la région; il épaulera les pays dans la conception de stratégies de développement industriel visant à l'acquisition et à la consolidation de la compétitivité internationale; il concevra et encouragera des politiques d'acquisition, de diffusion et d'innovation en matière de technologie; il étudiera et élaborera des politiques susceptibles de renforcer les articulations sectorielles entre les grandes firmes et les petites et moyennes entreprises, de même qu'entre le système de production et l'infrastructure technologique; et il prêtera des services consultatifs et de formation quant aux stratégies de développement industriel et technologique.

Finalement, on prétend amplifier les efforts déployés dans le cadre de ce sous-programme moyennant l'intégration du groupe à un réseau régional reliant les principaux centres nationaux de recherche et de politique en matière de restructuration et de compétitivité. Cet échange d'expériences permettra à la CEPALC non seulement de se maintenir au courant des tendances régionales en la matière mais aussi de concentrer ses efforts sur la réalisation d'études comparées et de synthèse. En contrepartie, les gouvernements, ainsi que les différents centres participant à ce réseau, verraient se renforcer leur capacité à tirer parti de l'expérience du reste de la région quant à la conception de stratégies et de politiques de développement industriel et technologique.

1. Activités

Sphère thématique 4.1: L'étude de l'évolution industrielle, scientifique et technique en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur l'évolution de l'industrialisation, le progrès technique et la compétitivité internationale en Amérique latine et aux Caraïbes.

b) Publications non périodiques

Une étude sur l'évolution de l'industrialisation en Amérique latine et aux Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne le développement industriel, scientifique et technique.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.2: Stratégies de politique industrielle visant à renforcer la compétitivité internationale

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier les facteurs qui déterminent le développement favorable de nouvelles exportations de produits non traditionnels et les politiques proposées pour dynamiser ce processus.

b) Publications non périodiques

i) Trois études sur les expériences positives d'entreprises dans le développement d'exportations non traditionnelles et contraste avec des expériences frustrées dans ce domaine, dans certains pays encore indéterminés.

ii) Une analyse comparative des aspects les plus susceptibles d'être généralisés des études sur les expériences favorables d'entreprises en matière de développement d'exportations non traditionnelles.

iii) Une étude sur les critères à prendre en compte dans la conception de stratégies et de politiques visant à renforcer la compétitivité internationale sur la base de l'examen des facteurs qui expliquent le résultat favorable des expériences en matière de développement d'exportations non traditionnelles. On mettra l'accent sur les aspects liés aux échelles de production, au transfert de technologie et au développement préalable orienté vers le marché intérieur.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne les stratégies de politique industrielle visant à renforcer la compétitivité internationale.

d) Activités intermédiaires

Elaboration d'un projet régional dans le domaine des stratégies de politique industrielle visant à renforcer la compétitivité internationale.

Outre les activités opérationnelles, la réalisation de l'activité mentionnée au point b) i) dépendra en partie de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.3: Politiques en matière d'acquisition, de diffusion et d'innovation technologiques

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier et d'évaluer les progrès accomplis quant à la mise en oeuvre de politiques d'acquisition, de diffusion et d'innovation technologiques dans les pays de la région.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'acquisition et le transfert de technologie de l'étranger, et notamment sur le souci d'accélérer l'apprentissage et d'abaisser les coûts du transfert de technologie.

ii) Une étude sur la conception de politiques visant à accélérer la diffusion des meilleures techniques et pratiques en matière d'organisation et de production au sein de la région.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne la conception de politiques d'acquisition, de diffusion et d'innovation technologiques.

d) Activité intermédiaire

Elaboration d'un projet régional visant à encourager la mise en oeuvre de politiques d'acquisition, de diffusion et d'innovation technologiques.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.4: Renforcement des articulations sectorielles entre les grandes firmes et les petites et moyennes entreprises, et entre l'infrastructure technologique et le secteur productif

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur les politiques d'articulation sectorielle prévoyant le développement de la diffusion technologique ou le renforcement des liens avec les marchés extérieurs moyennant une conception améliorée du produit et une plus grande rigueur des normes de qualité.

ii) Une étude sur les politiques de soutien à l'articulation entre l'infrastructure technologique et le secteur productif.

iii) Une étude sur le renforcement de l'articulation entre les grandes firmes et les petites et moyennes entreprises dans les pays de la région.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande dans les domaines mentionnés plus haut.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité visée au point a) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.5: Formation en matière de stratégies de développement industriel et technologique

a) Publications périodiques

Rapport semestriel intitulé Industrialización y desarrollo tecnológico dans lequel on étudiera plus particulièrement les processus d'innovation technologique et de compétitivité internationale.

b) Publications non périodiques

Deux rapports annuels contenant des condensés des principales études menées par des chercheurs de la région sur le réaménagement industriel et la compétitivité.

c) Activités opérationnelles

Formation collective

Prestation de services de formation aux pays de la région qui en feront la demande dans le cadre de cours spécialisés destinés aux spécialistes et aux techniciens gouvernementaux ou avec le concours d'universités en matière de développement industriel et technologique.

d) Activité intermédiaire

Renforcement d'un réseau de centres de recherche dans la région en matière de réaménagement industriel et de compétitivité.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité visée au point b) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront mises en oeuvre en étroite collaboration avec les divisions organiques du système de la CEPALC, en particulier celles qui sont le plus directement concernées par la question de la transformation du processus de production, à savoir: la Division du développement économique, la Division du commerce international, des transports et du financement, la Division du développement social, la Division des ressources naturelles et de l'énergie, la Division de l'environnement et des établissements humains, ainsi que la Division des statistiques et des projections économiques.

On travaillera en contact permanent avec certaines organisations internationales et universitaires, au sein et hors de la région, et notamment avec la Banque mondiale, la BID, l'OCDE, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies.

On renforcera également les rapports avec les protagonistes directs du processus d'industrialisation dans les pays de la région, à savoir: les organismes gouvernementaux, et les secteurs des entreprises, des travailleurs, technico-professionnel et universitaire. D'une manière plus spécifique, il est prévu que les

activités de ce sous-programme s'inscrivent dans le cadre des services prêtés au réseau de centres nationaux de recherche en matière de réaménagement industriel et de compétitivité.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre de stratégies, de politiques et de programmes en matière de développement industriel et technologique.

Les produits de ce sous-programme sont également destinés aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, ainsi qu'à certaines institutions publiques et privées, telles que les universités, les centres d'études, les associations technico-professionnelles, de chefs d'entreprises et de travailleurs concernées par ce sujet.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la réalisation des activités de formation, ainsi que par le biais de leur participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 5: COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Présentation

Le développement économique et social de l'Amérique latine et les Caraïbes est en rapport direct et étroit avec l'évolution et les perspectives du commerce international de la région et du financement extérieur qu'elle est susceptible d'obtenir.

L'objectif général de ce sous-programme est de collaborer avec les pays membres dans la mise au point de politiques et de mesures susceptibles de favoriser l'expansion des courants commerciaux et un accès effectif aux marchés extérieurs; de leur fournir l'information analytique et les recommandations de politiques quant aux options disponibles pour diversifier les relations commerciales et financières; de leur apporter le soutien nécessaire pour parvenir à une position régionale concertée au sein des différentes instances de négociations multilatérales auxquelles ils participent; et, en matière de financement du développement, de contribuer à l'élaboration et à la conception de politiques propres à renforcer la capacité d'épargne intérieure et son acheminement efficace à des fins d'investissement, ainsi que de propositions visant à améliorer les conditions de l'endettement extérieur.

Le programme de travail pour la période biennale 1996-1997 comprend trois groupes de sphères thématiques. Le premier groupe, composé des sphères thématiques 5.1 à 5.3 y compris, concerne les tendances du secteur extérieur de la région et l'étude des options possibles en matière de politique commerciale. Afin de fournir aux pays de la région des informations et des études actualisées susceptibles de faciliter une prise de décisions opportune, on élaborera un rapport annuel concernant l'évolution des rapports économiques internationaux de l'Amérique latine et des Caraïbes dans lequel on fera ressortir le comportement récent des courants commerciaux et financiers ainsi que les événements les plus saillants tant sur le plan de la politique commerciale bilatérale et multilatérale avec les économies situées hors de la région que sur celui de la politique d'intégration au sein de la région. Dans ce même rapport, on étudiera également d'une manière plus sélective certains aspects de l'échiquier économique mondial ayant une incidence manifeste sur le comportement de l'économie latino-américaine.

Ce premier groupe de sphères thématiques inclura également la réalisation de diverses activités dans le domaine des politiques commerciales et du commerce extérieur, et notamment l'étude de questions présentant un intérêt particulier pour la région. L'une de ces études portera sur les résultats et les contraintes des réformes de politique commerciale menées dans les pays de la région, de façon à pouvoir discerner les meilleures options possibles pour parvenir à une transformation du processus de production dans un climat d'équité. Une deuxième étude aborde plus spécialement l'examen détaillé des modalités spécifiques de promotion des exportations, à la lumière des nouvelles exigences émanées de la série de négociations de l'Uruguay du GATT. Une troisième et dernière étude concerne les principaux aspects des rapports existant entre l'évolution du commerce extérieur régional et la transformation du processus de production dans un climat d'équité.

Le deuxième groupe d'activités —qui inclut les sphères thématiques 5.4 et 5.5— prévoit l'élaboration de plusieurs études systématiques sur les relations économiques entre l'Amérique latine et les Caraïbes et les principaux pays membres des grands espaces commerciaux: les Etats-Unis et le Canada, la CEE et ses économies voisines, ainsi que le Japon et les nations de l'Asie orientale et du sud-est. Il s'agit d'analyser la nature des problèmes inhérents à ces relations et l'évolution économique récente

de ces espaces commerciaux, ainsi que de formuler des propositions susceptibles de conduire à des négociations bilatérales ou multilatérales. Dans le cadre de cette approche, ces rapports ne concernent pas seulement les pays ou les groupes de pays à économie de marché avec lesquels il existe traditionnellement un courant plus important d'échanges commerciaux et financiers, mais aussi les pays en développement à l'égard desquels il existe de fortes chances de pouvoir développer les relations économiques, tels que les nations de l'Asie orientale et du sud-est.

Finalement, le troisième groupe, comprenant les sphères thématiques 5.6 à 5.8 y compris, est composé d'activités dans trois domaines de fond en matière de financement du développement, à savoir: les politiques et les instruments requis pour stimuler l'épargne et la formation de capital; les politiques monétaire et financière propres à encourager le développement; et les aspects financiers des politiques sociales. Dans le cadre de chacun de ces domaines, on abordera certains thèmes spécifiques qui donnent suite à ceux qui ont été envisagés au cours des périodes biennales antérieures. Dans le premier cas, la priorité sera accordée à l'étude des politiques d'acheminement et de réglementation du capital étranger sous la forme d'investissements de portefeuille; dans le deuxième, l'accent sera mis sur l'examen des expériences concernant la mise en oeuvre de politiques de stabilisation et d'ajustement permettant de réduire les taux d'inflation à un seul chiffre; dans le troisième cas, les activités consisteront à étudier les aspects financiers de la prestation de services sociaux, en particulier dans un domaine spécifique de la politique sociale.

Il faut également mentionner que, tout comme lors des périodes biennales antérieures, on continuera de prêter une assistance technique aux pays qui en feront la demande dans les domaines couverts par les différentes sphères thématiques.

1. Activités

Sphère thématique 5.1: Evolution et perspectives du secteur extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes

Publications non périodiques

Deux rapports annuels sur l'évolution du secteur extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes, y compris une évaluation des tendances et des trajectoires prévues.

Sphère thématique 5.2: Les politiques commerciales de l'Amérique latine et des Caraïbes: examen et options

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier les politiques commerciales de la région ainsi que d'identifier et d'analyser les possibilités d'action.

b) Publications non périodiques

i) Un document sur les résultats et les contraintes des réformes menées en Amérique latine et aux Caraïbes en matière de politique commerciale.

ii) Une étude sur les nouvelles modalités de promotion des exportations dans les pays de la région.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière de politique commerciale.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.3: Questions spécifiques liées au commerce extérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) Publications non périodiques

Une étude sur les rapports existant entre l'évolution du commerce extérieur régional et la transformation du processus de production dans un climat d'équité.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière de commerce extérieur.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.4: Relations économiques avec les pays développés à économie de marché

a) Publications non périodiques

i) Deux documents visant à actualiser et à approfondir l'étude de certains aspects des relations économiques internationales et de coopération entre l'Amérique latine et les Caraïbes et les pays développés à économie de marché: les Etats-Unis, les pays membres de la CEE ou le Japon.

ii) Deux études annuelles sur l'économie des Etats-Unis (en anglais seulement).

iii) Deux études annuelles sur l'économie du Canada (en anglais seulement).

b) Matériel et services d'information

i) CEPAL News (24 numéros), publication mensuelle (en anglais seulement) du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C. (1996-1997).

ii) Diffusion des documents de la CEPALC (1996-1997), par le biais du Bureau de la CEPALC à Washington, D.C.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière de coopération économique avec les pays développés à économie de marché.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.5: Les relations économiques avec les pays en développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur la coopération technique et financière avec les pays de l'Asie orientale et du sud-est.

b) Publications non périodiques

Un document contenant un examen des relations économiques entre l'Amérique latine et les Caraïbes et les pays asiatiques en développement, ainsi que des propositions d'action aux échelons national, bilatéral ou multilatéral visant à les renforcer.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande dans le domaine de la coopération économique avec les pays asiatiques.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.6: L'épargne et la formation de capital

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur les politiques d'acheminement et de réglementation des courants de capitaux étrangers sous la forme d'investissements de portefeuille.

b) Publications non périodiques

Un document sur les politiques d'acheminement et de réglementation des courants de capitaux étrangers sous la forme d'investissements de portefeuille.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande dans le domaine des politiques d'acheminement et de réglementation des courants de capitaux étrangers sous la forme d'investissements de portefeuille.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.7: Politiques monétaire et financière propres à encourager le développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts visant à analyser les expériences de mise en oeuvre de politiques de stabilisation et d'ajustement propres à réduire le taux d'inflation à un chiffre dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

Un document sur les politiques de stabilisation et d'ajustement propres à réduire le taux d'inflation à un chiffre.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en matière de politiques de stabilisation et d'ajustement.

La réalisation de toutes les activités relevant de cette sphère thématique dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.8: Aspects financiers des politiques sociales

a) Publications non périodiques

Une étude sur les aspects financiers des politiques sociales, dans un domaine spécifique encore indéterminé.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande quant aux aspects financiers des politiques sociales.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront essentiellement mises en oeuvre moyennant un échange de données d'information et la réalisation de consultations techniques auprès des bureaux sous-régionaux et bureaux de la CEPALC dans plusieurs pays. Ce même type de contacts seront établis, pour la plupart des activités prévues, avec la CNUCED, le SELA et le GATT.

D'autres organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux seront consultés périodiquement en fonction de la sphère thématique et du type d'activités menées. C'est ainsi que pour la réalisation des activités de promotion des exportations, des consultations périodiques seront effectuées auprès de la BID, de l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement, de la Banque de développement des Caraïbes (BDC), de la Banque latino-américaine d'exportation (BLADEX), de la Société andine de développement (SAD), de l'ALADI et de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE).

Dans le domaine des relations économiques avec les pays développés à économie de marché, on établira des contacts périodiques avec les responsables des activités pertinentes de la CNUCED et du SELA, ainsi qu'avec les groupes de pays latino-américains et des Caraïbes (GRULAC) à New York, Genève et Bruxelles.

En ce qui concerne les rapports commerciaux et financiers avec les pays asiatiques en développement, on consultera périodiquement la commission économique régionale des Nations Unies correspondante, à savoir la CESAP.

Finalement, les activités liées aux politiques financières seront essentiellement réalisées dans le cadre du Projet régional commun CEPALC/PNUD, en collaboration avec les bureaux sous-régionaux et nationaux de la CEPALC dans différents pays, ainsi qu'avec les institutions internationales pertinentes.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région responsables de l'élaboration, de l'exécution et de la gestion de stratégies et de politiques en matière de commerce extérieur, de négociations commerciales internationales et de financement du développement, ainsi que certaines entités du secteur privé telles que les associations de producteurs et d'exportateurs, les chambres de commerce et d'autres organisations de développement concernées par les thèmes abordés. Les produits de ce sous-programme sont également destinés aux

organismes régionaux et sous-régionaux, ainsi qu'à certaines institutions universitaires, les centres d'études et d'autres organismes concernés par la coopération économique.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et la prestation de services d'information, ainsi que par le biais de la coopération technique, de consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 6: RESSOURCES NATURELLES ET QUESTIONS D'ENERGIE

Présentation

Les ressources naturelles et les questions d'énergie revêtent une importance cruciale pour le processus de transformation du processus de production des pays latino-américains et des Caraïbes. Elles jouent donc un rôle-clé aussi bien du fait de leur valeur économique que de leur utilité pour le développement humain. A la lumière de ces antécédents, ainsi que de la nécessité impérieuse de préserver les ressources et de protéger l'environnement, il est indispensable de savoir pertinemment quel est le potentiel des ressources disponibles et de les gérer plus efficacement.

Vers la moitié des années 90, les politiques adoptées par les pays de la région en matière de gestion des ressources naturelles devraient obéir aux principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, ainsi qu'aux aspects pertinents de l'Action 21, non seulement en ce qui concerne les domaines directement envisagés dans le sous-programme mais aussi dans certaines questions afférentes, telles que la biodiversité, la biotechnologie, l'atmosphère, la santé, les produits et les déchets dangereux, etc.

Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme pour la période biennale 1996-1997 couvriront trois sphères thématiques: la gestion, l'utilisation rationnelle et l'économie, respectivement, des ressources naturelles et de l'énergie.

La première sphère thématique prévoit la réalisation de diverses études sur la gestion des ressources naturelles et de l'énergie; on analysera plus spécialement les politiques de gestion intégrale des ressources en eau sur la base d'études de cas concernant plusieurs pays de la région. On effectuera également une étude comparative des réformes apportées aux législations minières et des recherches sur les modifications des politiques énergétiques et les stratégies de protection de la diversité biologique.

La deuxième sphère thématique comprend la réalisation de plusieurs études concernant la mise en valeur des ressources naturelles et énergétiques. On prévoit, à cet égard, d'étudier les répercussions des lois de protection de l'environnement sur les investissements miniers, les progrès accomplis dans l'application des recommandations de l'Action 21 en matière de protection et de qualité des ressources en eau, le fonctionnement des mécanismes de coopération existant quant aux stocks de poissons dont les migrations s'effectuent au-delà des zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrateurs, ainsi que la consommation rationnelle de l'énergie à l'échelon industriel et minier.

La troisième et dernière sphère thématique concerne avant tout différents aspects de l'économie des ressources naturelles; différentes études aborderont des questions spécifiques telles que le rôle des prix dans la gestion des ressources en eau, la participation économique et financière des pays de la région à l'administration de la zone internationale des fonds marins et l'élaboration de méthodologies visant à la mise en valeur économique des ressources naturelles.

Ces activités spécifiques seront complétées par la prestation de services d'appui aux pays afin de renforcer la position régionale lors des négociations menées au sein des instances internationales quant à l'exploitation des ressources naturelles de la région, ainsi que d'identifier et d'encourager les activités de coopération horizontale entre les organisations pertinentes.

De même, on poursuivra l'évaluation périodique et l'analyse statistique de certaines ressources naturelles, en particulier l'eau, les minéraux et les produits énergétiques. Ces activités sont de type permanent et assurent la continuité des travaux réalisés par la Division des ressources naturelles et de l'énergie qui est chargée de la réalisation de ce sous-programme.

Il faut rappeler que cette division rassemble également les centres de coordination de la région qui permettent le suivi de l'application des principaux aspects de l'Action 21, des recommandations du Comité des ressources naturelles et de la Commission sur le développement durable, ainsi que le soutien à l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI), le Réseau de coopération pour la gestion intégrale des ressources en eau en vue du service du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE). Ces fonctions ainsi que d'autres responsabilités dérivées de la gestion écologiquement rationnelle des ressources naturelles continueront de faire partie des activités prévues.

1. Activités

Sphère thématique 6.1: La gestion des ressources naturelles et de l'énergie au service du développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

- i) Réunion d'experts en gestion intégrale de l'eau au niveau des bassins hydrographiques nationaux des pays de la région.
- ii) Réunion d'experts chargés d'examiner les résultats de l'étude comparative sur les réformes apportées aux législations minières des pays producteurs d'Amérique latine et des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

- i) Un document sur l'étude des politiques de gestion intégrale de l'eau au niveau des bassins hydrographiques de certains pays de la région.
- ii) Une étude comparative des réformes apportées aux législations minières des principaux pays producteurs d'Amérique latine et des Caraïbes.
- iii) Une étude sur la réforme des politiques énergétiques dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
- iv) Une étude sur les stratégies de protection de la diversité biologique dans le contexte régional.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande sur certaines questions juridiques et institutionnelles susceptibles de contribuer à améliorer la gestion intégrale des ressources naturelles.

ii) Formation collective

Organisation de deux cours annuels d'une durée de cinq jours et préparation du matériel pédagogique sur les modalités de gestion des ressources naturelles au service du développement durable.

d) Activités intermédiaires

i) Quatre études de cas sur les politiques de gestion intégrale de l'eau au niveau des bassins géographiques dans certains pays encore indéterminés.

ii) Assistance aux activités du Réseau de coopération pour la gestion intégrale des ressources en eau au service du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes.

iii) Assistance aux initiatives sous-régionales ou régionales concernant certains aspects spécifiques du chapitre 17 de l'Action 21, qui traite de la protection des océans et de toutes les mers y compris les mers fermées et semi-fermées et les zones côtières, et protection, utilisation rationnelle et mise en valeur de leurs ressources biologiques.

iv) Assistance à l'ALADI, le JUNAC, l'OLAMI et le SELA en matière de développement de l'industrie minière.

v) Collaboration avec l'Assistance mutuelle des entreprises pétrolières gouvernementales latino-américaines (ARPEL) et l'OLADE en matière de développement de l'énergie.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.2: La mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'examiner les résultats de l'étude sur la consommation rationnelle de l'énergie dans les secteurs industriel et minier.

b) Publications non périodiques

i) Un document sur les progrès accomplis dans les pays de la région quant à la mise en oeuvre des différentes recommandations visées au chapitre 18 de l'Action 21, en particulier en matière de protection de la qualité des ressources en eau et d'application d'approches intégrées de leur mise en valeur, gestion et utilisation.

ii) Une étude sur les effets des législations de protection de l'environnement sur les investissements miniers.

iii) Un document sur le fonctionnement des mécanismes de coopération adoptés lors de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrateurs dans le cas des pays de la région possédant des côtes maritimes.

iv) Une étude sur la consommation rationnelle de l'énergie dans les secteurs industriel et minier.

c) Activités intermédiaires

Assistance aux travaux menés par les institutions internationales, les organismes publics et les organisations non gouvernementales dans le cadre des accords de l'Action 21.

La réalisation de l'activité visée au point a) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6.3: L'économie des ressources naturelles

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur le rôle des prix dans la gestion des ressources en eau.

ii) Une étude sur les options en matière de participation économique et financière des pays de la région à l'administration de la zone internationale des fonds marins, conformément aux négociations pertinentes réalisées dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

iii) Une étude sur les méthodologies de valorisation économique des ressources naturelles.

La réalisation de l'activité visée au point a) iii) dépendra de la disponibilité de ressources budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités énumérées ci-dessus seront réalisées en collaboration avec divers programmes et services du système des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales, selon la sphère thématique pertinente.

Les travaux prévus en matière de ressources minières seront réalisés dans le cadre d'une consultation périodique auprès du Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique —au sein du système de la CEPALC— ainsi que de l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI), de l'ALADI, du JUNAC et du SELA.

Quant aux activités liées aux ressources hydriques, elles seront mises en œuvre avec l'aide de la Commission sur le développement durable, du Sous-Comité pour les ressources en eau du Comité

administratif de coordination (CAC) des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations et institutions internationales telles que la FAO, l'OEA, le PNUE, l'Unesco, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la BID et la Banque mondiale.

Pour les ressources océaniques, un système permanent de consultation sera mis en place avec le Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, du Secrétariat des Nations Unies; le Centre d'activité du programme pour les mers régionales, du PNUE; le Bureau régional de science et de technologie de l'Unesco pour l'Amérique latine et les Caraïbes; l'Association pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes de la Commission océanographique intergouvernementale (COI); la FAO; la Présidence du Groupe latino-américain participant à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer; les différents organismes de pêche institutionnalisés et d'autres organisations intergouvernementales telles que la Commission permanente du Pacifique Sud, ainsi que d'autres entités à l'échelon des différentes sous-régions.

Finalement, en ce qui concerne les activités prévues en matière d'énergie, on prévoit de consulter périodiquement l'OLADE, la Division des statistiques et des projections économiques de la CEPALC, ainsi que la Commission sur le développement durable des Nations Unies.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs de ce sous-programme seront, au premier chef, les organisations et entités gouvernementales et privées responsables de la planification, de la coordination, de la gestion, de la formulation et de l'exécution de projets concernant certains aspects spécifiques des ressources naturelles et de l'énergie.

Ce sous-programme intéresse également les organisations internationales, régionales et sous-régionales concernées par des domaines afférents.

Les publications prévues pourront servir de matériel de référence lors des négociations intergouvernementales, interinstitutions et interentreprises, ainsi qu'à la formulation de plans et de politiques de développement dans les domaines mentionnés. Elles serviront également de matériel d'information pour les gouvernements, les associations et chambres d'entreprises, ainsi que les centres d'études, de recherche et de formation de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Ces utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, la participation aux réunions gouvernementales et d'experts et la prestation de services de coopération technique.

SOUS-PROGRAMME 7: ENVIRONNEMENT ET ETABLISSEMENTS HUMAINS

Présentation

La question de l'environnement et des établissements humains a fait, au cours de ces dernières années, l'objet d'une attention croissante au niveau public, tant à l'échelle régionale qu'internationale. La participation active des pays de la région à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 1992, l'adhésion de tous les gouvernements latino-américains à la Déclaration de Rio et la mise en marche des activités recommandées par l'Action 21 démontrent que les pays reconnaissent l'existence d'un rapport étroit entre le développement et l'environnement et réaffirment la volonté de l'Amérique latine et des Caraïbes de relever les défis qu'implique la recherche d'un développement durable et équitable.

Cette prise de conscience quant au rapport développement-environnement concerne non seulement l'importance que revêt le patrimoine de ressources naturelles et de services écologiques requis pour assurer la pérennité du développement et de la transformation du processus de production mais aussi des exigences impliquées par la croissance démographique urbaine pour le milieu construit et les carences existant à ce niveau pour assurer une qualité de l'habitat qui soit compatible avec le concept de développement durable.

Dans cet esprit, le programme de travail pour la période biennale 1996-1997, composé de six sphères thématiques étroitement interdépendantes, a essentiellement pour but de contribuer à l'élaboration de programmes et de politiques dans les domaines mentionnés et d'améliorer la capacité d'utiliser les instruments susceptibles de favoriser l'atteinte de ces objectifs.

La première sphère thématique sera axée sur la mise en oeuvre de systèmes intégrés d'information sur l'environnement pour les établissements humains dans le but spécifique d'améliorer les processus de prise de décision et de renforcer de la sorte la gestion du milieu urbain à l'échelon national et local. On prévoit, dans le cadre de ces activités, l'élaboration de méthodologies opérationnelles permettant la production de données d'information sur l'environnement dans les zones urbaines qui soient compatibles avec l'information existant dans les domaines économique et social; la réalisation d'une réunion d'experts qui seraient chargés d'examiner les aspects techniques des réseaux d'information sur l'environnement existant dans les pays de la région et d'évaluer leur éventuelle intégration à un réseau régional; et la prestation aux différents pays de services de coopération technique dans ce domaine.

Les activités prévues dans la deuxième sphère thématique consisteraient plus particulièrement à assurer le suivi de l'application de l'Action 21 au niveau régional. L'accent sera mis sur l'examen des facteurs économiques, institutionnels et juridiques qui entravent la mise en oeuvre des actions prioritaires visées dans ce programme, et de l'efficacité des mécanismes financiers mis en place pour les appuyer.

La troisième sphère thématique visera à poursuivre et à renforcer les études concernant les rapports entre la transformation du processus de production et le développement durable. Deux grandes questions qui semblent peser de plus en plus sur le développement de la région y seront abordées: les répercussions des politiques écologiques sur le commerce international et l'importance économique croissante de la préservation de la biodiversité. Dans le premier cas, les études porteront sur l'incidence éventuelle de contraintes écologiques sur l'évolution du commerce international, notamment en ce qui concerne l'application des principes d'éco-qualité en termes de production, de commercialisation et d'exportation.

des produits de la région, et la possibilité que les mesures de protection de l'environnement se traduisent par des contraintes injustifiées. Pour ce qui est de la biodiversité, la priorité sera accordée à l'étude des répercussions économiques des négociations menées en matière de réglementation, de gestion et de préservation de la biodiversité, thème qui fera l'objet d'une réunion d'experts; on se penchera également sur la valeur ajoutée considérable que peuvent produire sur les marchés internationaux les biomes à forte diversité biologique si fréquents dans la région et dont les bénéfices échappent souvent aux pays qui les possèdent.

Une quatrième sphère thématique comprendra des activités liées d'une manière spécifique à l'étude des progrès accomplis par les pays de la région en matière d'agriculture écologiquement rationnelle et de gestion et contrôle adéquats des résidus, en particulier lorsqu'ils sont dangereux. On prévoit, à cet égard, la réalisation de deux études et d'une réunion d'experts, ainsi que la prestation de services de coopération technique aux pays membres.

La cinquième sphère thématique concerne la gestion des établissements humains: on étudiera plus particulièrement le secteur du bâtiment et l'infrastructure urbaine, notamment du point de vue de leurs rapports avec le processus de transformation du processus de production dans un climat d'équité et de la formulation de propositions visant à la modernisation et normalisation de ce secteur. On prévoit également, dans ce même domaine, diverses activités propres à faciliter la mise en oeuvre des mesures émanées de la Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes, dont la CEPALC fait office de secrétariat technique. On continuera donc de collaborer à ces activités moyennant l'élaboration d'études et de documents, la consolidation d'un réseau de coopération technique entre les pays de la région, en tant qu'instance de consultation et d'échange permanent de connaissances et d'instruments techniques, et la prestation de services de coopération technique aux pays membres en vue de la mise en oeuvre des recommandations des réunions ministérielles. On prévoit en outre la réalisation d'un projet régional de coopération technique visant à épauler ce type d'activités.

La sixième et dernière sphère thématique inclut des activités visant à renforcer la capacité de gestion des gouvernements locaux moyennant l'élaboration d'instruments et de méthodologies de gestion urbaine écologiquement rationnelles. Dans ce domaine, on prêtera une attention particulière à l'application de mécanismes novateurs en matière d'affectation et d'utilisation rationnelle des ressources disponibles à l'échelon local afin d'élargir la couverture de l'infrastructure urbaine, en particulier en ce qui concerne l'assainissement de base, la santé et l'environnement.

1. Activités

Sphère thématique 7.1: Réseaux intégrés d'information sur l'environnement dans les zones urbaines

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts qui étudieront la compatibilité entre les réseaux d'information sur l'environnement existant dans les pays et évalueront la possibilité de créer des réseaux régionaux.

b) Publications non périodiques

Une étude sur les méthodologies permettant la production de données d'information sur l'environnement dans les zones urbaines compatibles avec les réseaux d'information existant dans les domaines économique et social.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de systèmes et de méthodes permettant d'évaluer les coûts économiques et sociaux d'une mauvaise gestion de l'environnement dans le milieu urbain.

ii) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en vue de la mise en oeuvre de systèmes d'information géographique (SIG) et de systèmes de télédétection.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.2: Suivi de l'application de l'Action 21 à l'échelon régional

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts qui étudieront le fonctionnement et le degré d'efficacité des mécanismes économiques et financiers prévus pour la mise en oeuvre de l'Action 21 dans les pays de la région.

b) Publications non périodiques

Une étude sur les facteurs économiques, institutionnels et juridiques qui font obstacle à la mise en oeuvre des activités prioritaires régionales prévues dans l'Action 21.

c) Activités intermédiaires

Elaboration, en vue de leur présentation à la Commission sur le développement durable, des rapports régionaux annuels concernant l'étude de la mise en oeuvre des principaux accords émanés de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (résolution 47/190).

La réalisation de l'activité mentionnée au point a) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.3: Rapports entre la transformation du processus de production et le développement durable

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier les retombées économiques, pour les pays de la région, des négociations sur la réglementation, la gestion et la préservation de la biodiversité.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les répercussions de l'application de contraintes dues à des problèmes d'environnement sur l'évolution du commerce international de la région.

ii) Un document sur les conséquences régionales des accords bilatéraux ou multilatéraux de libre-échange, à la lumière de l'évolution des politiques internationales et régionales en matière d'environnement.

iii) Une étude sur l'évolution du processus de transfert de technologie aux fins du développement durable.

Sphère thématique 7.4: La gestion écologiquement rationnelle du développement des secteurs agricole et industriel; politiques de gestion et contrôle des résidus domestiques et industriels

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts qui étudieront les progrès enregistrés quant à la gestion écologiquement rationnelle des déchets dans les pays de la région, et en particulier des déchets dangereux.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les progrès accomplis quant à la gestion écologiquement rationnelle des déchets en Amérique latine et dans les Caraïbes.

ii) Une étude sur les progrès accomplis quant à l'agriculture écologiquement viable en Amérique latine et dans les Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de gestion et de contrôle des déchets.

ii) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne les politiques de développement durable dans le domaine agricole.

La réalisation de toutes les activités de cette sphère thématique dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.5: La gestion des établissements humains

a) Prestation de services de documentation aux réunions intergouvernementales

Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui se tient tous les deux ans.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis en matière de modernisation et de normalisation des systèmes de construction des logements et de l'infrastructure dans le milieu urbain en Amérique latine et aux Caraïbes.

c) Publications non périodiques

Une étude sur la transformation du processus de production dans le secteur de la construction de logements et d'infrastructure en milieu urbain dans les pays de la région et propositions en vue de sa modernisation.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de gestion des établissements humains, notamment en ce qui concerne la modernisation et la normalisation des systèmes de construction des logements et de l'infrastructure en milieu urbain.

ii) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en vue de la mise en oeuvre des recommandations émanées des réunions ministérielles.

e) Activités intermédiaires

Assistance aux travaux préparatoires et à l'élaboration de documents en vue de la Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.6: La gestion urbaine et les gouvernements locaux

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts qui étudieront les progrès enregistrés en matière de gestion urbaine dans certaines villes moyennes de l'Amérique latine.

b) Publications non périodiques

Une étude sur le renforcement de la capacité des gouvernements locaux en matière de gestion urbaine, dans certains pays de la région encore indéterminés.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de gestion urbaine.

La réalisation de toutes les activités de cette sphère thématique dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec d'autres divisions et organismes du système de la CEPALC, en particulier avec la Division des ressources naturelles et de l'énergie et la Division du développement de la production et des entreprises pour ce qui a trait au développement durable, ainsi qu'avec le CELADE, le CLADES et la Division des statistiques et des projections économiques pour la mise en place de systèmes intégrés d'information économique et écologique.

De même, selon le type d'activités et la sphère thématique dont elles relèvent, on collaborera avec divers programmes et services du système des Nations Unies, et notamment avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, notamment les responsables de la planification nationale du développement, les organismes économiques et les institutions concernés par les problèmes de l'environnement et des établissements humains, ainsi que les entités municipales et locales responsables de la gestion, de l'élaboration et de l'application de politiques, de programmes et de projets en matière de gestion de l'environnement en milieu urbain.

Ces produits sont également destinés aux institutions publiques et privées, telles que les universités et les centres de recherche fondamentale et appliquée, ainsi que les associations technico-professionnelles et d'entreprises concernées par le développement, la protection de l'environnement, la construction et le financement des logements et les organisations non gouvernementales afférentes.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la réalisation d'activités de formation, la prestation de services de coopération technique et à l'occasion de leur participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 8: POPULATION

Présentation

L'éradication de la pauvreté constitue, pour les pays de la région, l'un des principaux défis à relever pour parvenir effectivement à l'objectif de l'équité; la pauvreté devrait enregistrer une tendance à la baisse au cours de la période biennale 1996-1997, la plupart des coûts du réaménagement économique de la région ayant déjà été absorbés.

Cette tendance favorable à l'équité devrait s'inscrire dans un environnement démographique moins néfaste que dans le passé; en effet, les taux décroissants de fécondité exerceront une plus faible pression sur la création d'emplois productifs et sur la demande de services sociaux. Ceci permettra de dégager des ressources et de les consacrer à améliorer la qualité de l'éducation, ainsi que les soins de santé et la nutrition des mères et des enfants, variables qui sont à la base de la reproduction du cercle de la pauvreté et qui sont les composantes essentielles de l'investissement en capital humain.

Bien que considérable, la baisse des taux de fécondité est loin d'être homogène et varie selon les pays, voire au sein même des pays; en effet, les nations relativement moins avancées présentent encore des niveaux élevés qui constituent un sérieux handicap en matière d'équité démographique. De même, ce recul de la fécondité n'a pas été le même dans tous les groupes sociaux. Parmi les femmes appartenant aux couches les plus démunies, les secteurs paysans, les travailleurs ruraux et les minorités ethniques, le nombre d'enfants reste élevé, ce qui contribue à maintenir la filière de transmission de la pauvreté de génération en génération.

D'autre part, vers la fin 1995, la plupart des pays de la région devraient avoir terminé le traitement des données recueillies lors des recensements démographique et du logement réalisés en 1990. La décentralisation de la planification et de la prise de décisions devrait autoriser une plus grande démocratisation des informations. L'utilisation des données censitaires spatialisées moyennant le programme de recherche de données de petites aires par micro-ordinateur (Redatam-Plus), mis au point par le CELADE, se banalisera parmi les autorités régionales, provinciales et municipales, facilitant de la sorte la diffusion et l'utilisation des données censitaires.

Tout ceci implique, sans nul doute, des enjeux considérables pour les activités du CELADE au cours de la période biennale, notamment pour satisfaire les multiples besoins en matière de connaissance actualisée de la dynamique démographique, de ses déterminants et résultantes, en vue de l'élaboration de politiques publiques, la planification régionale et locale, ainsi que des activités ciblées sur certains groupes démographiques prioritaires. Il faudra renforcer la capacité du personnel responsable, dans les différents pays, des études démographiques et de la prise en compte des facteurs démographiques dans les programmes et les politiques de développement, notamment en ce qui concerne l'adoption de progrès techniques en matière d'informations et d'études démographiques et leur utilisation dans la prise de décision à l'échelon local.

Afin de pouvoir satisfaire ces demandes, le Centre latino-américain de démographie (CELADE), institution responsable de ce sous-programme au sein du système de la CEPALC, s'efforcera, au cours de la période biennale 1996-1997, d'améliorer l'autosuffisance des pays en matière d'études démographiques, en favorisant leur interdépendance dans ce domaine et en leur fournissant des services plus efficaces au niveau régional. Le sous-programme de la population sera subdivisé en huit sphères

thématiques et exécuté moyennant la prestation de services de coopération technique, la recherche appliquée, la formation, l'information et le transfert de technologie, le tout dans le cadre d'une approche multidisciplinaire en matière de population et de développement.

Les travaux prévus dans le programme de travail visent essentiellement à épauler les pays dans certains domaines tels que la connaissance actualisée de la dynamique démographique, de ses déterminants et résultantes; la prise en compte des variables démographiques dans les politiques et programmes sociaux ainsi que dans les projets d'investissement socio-économique; l'étude et la conception de politiques et de mesures concernant les tendances de la croissance et la distribution spatiale de la population et de certains groupes prioritaires; le renforcement de la capacité des institutions nationales quant à l'utilisation de l'information multidisciplinaire en matière de population ainsi que pour faciliter la transmission des données et l'accès à la technologie pertinente; la formation du personnel national en matière d'études démographiques et de prise en compte des facteurs démographiques dans les programmes et les politiques de développement.

1. Activités

Sphère thématique 8.1: Etude de la situation démographique et données démographiques en vue de l'élaboration des plans et des programmes de développement

a) Publications périodiques

Quatre numéros de la publication semestrielle intitulée Boletín demográfico.

b) Publications non périodiques

Quatre publications sur les estimations et projections démographiques, en collaboration avec des institutions de pays encore indéterminés.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière d'études démographiques qui seront utilisées dans l'élaboration de plans et de programmes de développement.

ii) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en vue de l'élaboration d'estimations et de projections démographiques concernant le pays tout entier ou certains secteurs en particulier, sur la base des nouvelles données disponibles.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.2: Corrélations entre population et santé

a) Publications non périodiques

- i) Une étude sur le suivi des tendances de la mortalité infantile.
- ii) Une étude sur les données démographiques nécessaires à la réalisation d'activités de programmation en matière de santé.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière d'études sur la population et la santé.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point a) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.3: Programmes visant à l'utilisation des connaissances et des techniques démographiques dans les politiques et programmes de développement économique et social

a) Publications non périodiques

- i) Une étude sur l'incidence de la dynamique démographique sur les politiques urbaines, en particulier dans les grandes métropoles latino-américaines.
- ii) Une étude sur les expériences en matière de prise en compte des variables démographiques dans les projets d'investissement socio-économique.

b) Matériel technique

Mise sur pied d'une banque de données sur la dynamique démographique et les politiques urbaines en Amérique latine.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant à la conception, au suivi et à l'évaluation de programmes visant à favoriser le changement des tendances socio-démographiques.

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en ce qui concerne la prise en compte des variables démographiques dans les politiques et les programmes sociaux.

ii) Formation collective

Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux quant à l'utilisation de méthodologies permettant une meilleure utilisation des sources de données afin de faciliter la conception et l'application des politiques démographiques.

d) Activités intermédiaires

i) Quatre études de cas sur l'incidence de la dynamique démographique sur les politiques urbaines, dans certains pays de la région encore indéterminés.

ii) Préparation de matériel didactique sur la prise en compte opérationnelle des variables démographiques dans les politiques et les programmes sectoriels en matière d'éducation et de logement, et expériences quant à cette prise en compte dans les projets d'investissement socio-économique.

La réalisation de toutes les activités de ce sous-programme dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.4: Politiques et mesures concernant les tendances de la croissance et la distribution spatiale de la population et des groupes prioritaires

a) Publications non périodiques

i) Une étude sur les tendances de la distribution spatiale de la population et l'urbanisation en Amérique latine et aux Caraïbes.

ii) Une étude sur les tendances de la grossesse chez les adolescentes et son incidence sur la situation des femmes dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

iii) Une étude sur la situation et les besoins de la population du troisième âge dans certains pays de la région.

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant à la conception, au suivi et à l'évaluation de programmes ciblés sur les groupes les plus vulnérables de la population, en particulier les adolescents et les personnes du troisième âge.

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en vue de la réalisation de recherches appliquées sur la migration intérieure et internationale, sur la base de l'information récente disponible.

ii) Formation collective

Formation en cours d'emploi de fonctionnaires gouvernementaux quant à l'utilisation de méthodologies permettant une meilleure utilisation des sources de données sur la distribution spatiale de la population, l'urbanisation et la migration intérieure et internationale.

c) Activités intermédiaires

Préparation de notes pédagogiques sur les sujets traités dans les études mentionnées au point a).

La réalisation des activités opérationnelles et des activités prévues aux points a) ii) et a) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.5: Utilisation de l'information multidisciplinaire concernant la population et la technologie y afférente, compte tenu de la distribution spatiale, en vue de la transformation du processus de production dans un climat d'équité aux échelons national et local

a) Publications périodiques

REDATAM Informa (deux numéros, en espagnol)

b) Publications non périodiques

Un document sur les logiciels dans le domaine de la population permettant la réalisation d'études sur la transformation du processus de production et l'équité aux échelons national et local, et sur le transfert de la technologie pertinente.

c) Matériel technique

Mise au point de logiciels facilitant l'utilisation de données multidisciplinaires sur la population, notamment en fonction de la distribution spatiale, moyennant l'utilisation combinée du système de recherche de données de petites aires par micro-ordinateur et des systèmes d'information géographique (REDATAM-Plus/GIS).

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant à l'utilisation des logiciels REDATAM-Plus/SIG en vue de la prise en compte des données démographiques dans la planification nationale, régionale et locale ou favoriser l'utilisation à vaste échelle des données censitaires et d'autres données démographiques sur de petites aires.

La réalisation de toutes les activités de ce sous-programme dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.6: Echange de données censitaires entre pays de la région moyennant l'utilisation de communications peu coûteuses et de techniques de distribution massive

a) Publications périodiques

Publication annuelle des bases de données nationales sur la population, Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL) et Réseau d'information en matière de population pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur disques optiques (CD-ROM), qui remplace la publication DOCPAL: Resúmenes sobre población en América Latina.

b) Matériel technique

Mise à jour constante de la base de données CELADE/DOCPAL sur la population.

c) Activités opérationnelles

Formation collective

Organisation d'un atelier de formation d'instructeurs nationaux visant à intensifier l'échange d'information et l'utilisation des bases de données démographiques à l'échelon national.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.7: Formation de ressources humaines en matière de population et de développement

Activités opérationnelles

Formation collective

a) Cours post-universitaires sur la population et le développement dans le cadre du Programme global de formation en matière de population et de développement, d'une durée de neuf mois, pour environ 25 participants par cours (un cours par année de la période biennale).

b) Cours nationaux, sous-régionaux ou régionaux sur l'étude de la démographie aux fins du développement sectoriel ou régional, d'une durée de deux à quatre mois, pour environ 25 participants par cours (deux cours sont prévus durant la période biennale).

c) Collaboration avec des universités et des organisations non gouvernementales des pays de la région qui en feront la demande en vue de la programmation et la réalisation de cours sur les études démographiques, y compris l'élaboration du matériel pédagogique.

La réalisation des activités prévues dans cette sphère thématique, qui sont toutes opérationnelles, dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.8: Formation de groupes dans certains domaines déterminés

Activités opérationnelles

Formation collective

Trois ateliers ou séminaires, d'une durée d'une à trois semaines, afin d'étudier le rapport entre les facteurs démographiques et certains aspects spécifiques d'ordre sectoriel et spatial, à l'intention d'autorités et de fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que de dirigeants d'institutions intervenant dans le processus de prise de décision.

La réalisation des activités prévues dans cette sphère thématique, qui sont toutes opérationnelles, dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec d'autres divisions du système de la CEPALC, en particulier avec la Division du développement économique, la Division du développement social et la Division des statistiques et des projections économiques, ainsi qu'avec les bureaux sous-régionaux et nationaux de la Commission et l'ILPES. Dans certaines sphères thématiques, des activités spécifiques seront menées en collaboration avec d'autres divisions organiques de la CEPALC, et notamment avec la Division de l'environnement et des établissements humains.

De même, le CELADE travaillera conjointement avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies, et plus spécialement avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Département de l'appui au développement et des services de gestion des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Division de la population des Nations Unies, la Division des statistiques des Nations Unies et le Réseau d'information en matière de population (POPIN), ainsi qu'avec certaines institutions spécialisées telles que la FAO, l'OPS, le PREALC, l'Unesco, le FISE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef les bureaux nationaux, régionaux et locaux concernés par le développement économique et social, les ministères de la santé, de l'éducation et du logement, les bureaux nationaux de statistique, ainsi que d'autres organismes et institutions —aussi bien publics que privés— responsables de la formulation, de l'exécution et de la gestion de programmes, de politiques et de projets concernant divers aspects relevant de la démographie.

Ces produits sont également destinés aux universités et aux centres d'études et de recherche, ainsi qu'à d'autres institutions concernées par les questions traitées dans ce sous-programme.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, le contact avec les institutions pertinentes par le biais de services de coopération technique, l'organisation de cours, d'ateliers et de réunions, ainsi que la formation en cours d'emploi de fonctionnaires nationaux.

SOUS-PROGRAMME 9: DEVELOPPEMENT SOCIAL

Présentation

Malgré les progrès enregistrés au cours de ces dernières années, un pourcentage substantiel de la population de la région continue de vivre dans la pauvreté. Les caractéristiques des pauvres se sont néanmoins modifiées, les plus saillantes étant leur hétérogénéité croissante et leur présence majoritaire dans les zones urbaines, à l'inverse de la situation traditionnelle. Il n'en reste pas moins que la pauvreté rurale continue d'être la plus profonde.

La reprise économique que connaissent de nombreux pays de la région ayant procédé à des mesures d'ajustement structurel afin de s'adapter à l'évolution de l'économie internationale a créé des conditions propices à l'accomplissement de progrès notables en termes d'éradication de la pauvreté, grâce à la création d'emplois et à la possibilité, pour l'Etat, de capter —moyennant la fiscalité— des ressources accrues à la faveur du dynamisme de l'activité économique.

Ce processus exige néanmoins une profonde modification de l'ensemble des politiques sociales appliquées dans la plupart des pays; celles-ci présentent essentiellement trois types de lacunes: le manque d'efficacité, le manque d'efficacité et l'iniquité. Pour résoudre le problème de l'efficacité, il faut mettre l'accent sur la façon dont sont utilisés les fonds publics disponibles à des fins sociales plutôt que d'en accroître la quantité. Quant au manque d'efficacité, il s'agira de déterminer si les programmes sociaux parviennent effectivement aux populations-cibles et, dans ce cas, s'ils atteignent les objectifs prévus au stade de leur conception. Enfin, pour ce qui est de l'iniquité, les politiques sociales devront être définies de façon à répondre aux besoins des plus nécessiteux, et non pas du premier arrivé.

Ces défauts ne pourront cependant être corrigés que moyennant une modification des politiques publiques au stade de leur conception; les autorités doivent également reconnaître que le gouvernement ne peut, à lui seul, résoudre tous les problèmes d'efficacité, d'efficacité et d'équité des politiques sociales et qu'il doit créer des espaces afin que la société civile puisse, d'une façon ou d'une autre, participer au financement et à la mise en oeuvre des programmes par le biais des différents opérateurs sociaux, tels que les organisations non gouvernementales, la communauté organisée, les autorités locales et même l'entreprise privée.

C'est pourquoi le Programme de travail pour la période biennale 1996-1997 prévoit, comme sphères thématiques centrales, l'élaboration de données statistiques et d'indicateurs sociaux permettant de poser un diagnostic social et, essentiellement, d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes d'éradication de la pauvreté; la mise au point de méthodologies permettant d'évaluer l'incidence des programmes sociaux; et l'étude d'expériences propres à améliorer la gestion des programmes sociaux, aussi bien publics que privés. On prévoit également des recherches et des études visant à faciliter la lutte contre l'abus des drogues.

Les activités relevant de la première sphère thématique visent à l'élaboration des données statistiques et des indicateurs sociaux nécessaires à la réalisation des études propres à la préparation d'un diagnostic social, notamment en ce qui concerne l'identification des situations de pauvreté. Ces données contribueront à la conception de politiques sociales mieux adaptées aux spécificités des différents groupes-cibles dans les pays de la région et seront contenues dans la publication intitulée "Panorama social de América Latina".

La deuxième sphère thématique sera consacrée à l'étude des politiques sociales, et en particulier à l'élaboration de méthodologies susceptibles d'en améliorer la conception et la mise en oeuvre. Les études prévues dans ce domaine viseront, d'une part, à étudier les aspects institutionnels et organisationnels des politiques sociales appliquées dans les pays de la région et, d'autre part, de faire ressortir les différences existant entre ces politiques ainsi que les éventuelles innovations dans ce domaine. Deux autres études concerneront l'examen de méthodologies d'évaluation coût-incidence dans certains domaines spécifiques: l'une sera consacrée au domaine de l'éducation et l'autre consistera en une étude comparative de l'application de ces méthodologies à divers projets menés à bien en matière de nutrition dans certains pays de la région afin de formuler des recommandations en vue de l'élaboration de programmes similaires. Ces activités ont pour objectif global de contribuer à faciliter l'évaluation des programmes et des projets sociaux mis en oeuvre par les gouvernements, en particulier par le biais des fonds d'investissement social et des programmes exécutés avec le concours d'organismes internationaux de financement.

Une troisième sphère thématique —qui prévoit la réalisation de plusieurs études— sera axée sur l'examen des expériences en matière de gestion des politiques, des programmes et des projets sociaux. Il s'agira de comparer les modalités de gestion de programmes et de projets à l'échelon local, de discerner les expériences positives en matière de gestion de politiques sociales et d'analyser les problèmes de gestion des services sociaux dans les pays de la région. On prévoit également l'élaboration d'un manuel sur la gestion de services sociaux et la réalisation de deux réunions d'experts: l'une, pour étudier les progrès accomplis en matière de méthodologies de la gestion de programmes sociaux et l'autre, pour analyser la réforme de l'Etat requise pour améliorer la gestion des services sociaux.

Finalement, la quatrième sphère thématique regroupe les activités prévues dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues. Celles-ci viseront essentiellement à réviser les progrès accomplis au niveau des différents programmes nationaux de prévention de la production, du transport, du trafic et de la consommation des stupéfiants, ainsi que les méthodes et procédés susceptibles de lutter contre l'abus des drogues. On prévoit également la réalisation d'une réunion d'experts chargés d'étudier les changements intervenus dans ce domaine à l'échelon régional.

1. Activités

Sphère thématique 9.1: Etude de l'évolution sociale dans la région, en particulier sur la base de l'identification des situations de pauvreté

a) Publications non périodiques

"Panorama social de América Latina" (deux numéros seront publiés, un par année de la période biennale).

Le "Panorama social de América Latina" est une publication élaborée par la Division du développement social avec le concours de la Division des statistiques et des projections économiques et la Division du développement économique et qui contient des études concernant l'emploi, la répartition du revenu, la pauvreté et les dépenses sociales, ainsi que les progrès et les reculs enregistrés en matière d'égalité entre les différentes couches socio-économiques, par genre et par localisation géographique (rurale et urbaine), tant du point de vue des conditions de vie que des chances de mobilité sociale. Cette

publication comprend également un examen approfondi de toutes les grandes questions sociales qui sont actuellement sujets de discussion au niveau public, et surtout politique, dans les différents pays de la région. Cette analyse permet de faire ressortir les différences existant tant au sujet des problèmes fondamentaux que de la façon dont ils sont perçus et constitue un élément précieux pour déterminer les travaux de recherche que devra réaliser la division afin d'être mieux à même de répondre aux besoins de coopération technique des gouvernements.

Dans les éditions de 1996 et 1997, les pays envisagés seront plus nombreux; l'information présentée contiendra les derniers chiffres disponibles et les aspects les plus saillants du développement social de la région y seront abordés, à savoir les macro-politiques sociales (éducation, santé, sécurité sociale et logement) et les tendances observées en matière de stratification sociale. En ce qui concerne les sources de base de l'information statistique, on mettra à jour et maintiendra l'utilisation des données recueillies lors des enquêtes sur les ménages, tout en incorporant de nouvelles données disponibles dans la région. Dans chacune des publications prévues, l'accent sera mis sur l'étude d'un thème principal.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant aux méthodologies de recueil et d'analyse des données statistiques en vue de l'élaboration et de l'actualisation du diagnostic social.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.2: Politiques sociales; méthodologies propres à en améliorer la conception et la mise en oeuvre

a) Publications non périodiques

i) Une étude comparative des aspects institutionnels et organisationnels des macro-politiques sociales dans un groupe déterminé de pays de la région représentant différents types de modalités organisationnelles.

ii) Deux études sur les aspects institutionnels des politiques sociales qui seront publiées dans la collection Políticas sociales.

iii) Un document sur les méthodologies d'évaluation coût-incidence dans le domaine de l'éducation.

iv) Une étude comparative de l'application de méthodologies d'évaluation coût-incidence à divers projets menés à bien en matière de nutrition dans certains pays de la région, dont les conclusions et les recommandations serviront à l'élaboration future de programmes similaires.

b) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant à la mise en place de mécanismes pertinents d'évaluation et de suivi des programmes et des projets sociaux en cours d'exécution ou futurs.

ii) Formation collective

Organisation, au siège de la CEPALC, d'un cours régional s'adressant à un groupe choisi de techniciens gouvernementaux et de professeurs universitaires en matière de projets sociaux, de façon à renforcer le processus de formation d'instructeurs.

Organisation, à l'échelle nationale, de cours de formation en matière de méthodologies de formulation et d'évaluation de programmes et de projets sociaux à l'intention du personnel technique des gouvernements (on prévoit la réalisation de quatre cours pendant la période biennale).

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.3: Etude des expériences en matière de gestion des politiques, des programmes et des projets sociaux

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts qui étudieront les progrès accomplis en matière de méthodologies de gestion de programmes sociaux dans la région.

ii) Réunion d'experts chargés d'étudier la réforme de l'Etat propre à améliorer la gestion des services sociaux.

b) Publications non périodiques

i) Une étude comparative des modalités de gestion de programmes et de projets sociaux à l'échelon local.

ii) Une étude concernant l'identification d'expériences positives en matière de gestion de politiques sociales dans certains pays de la région.

iii) Deux études sur certains problèmes liés à la gestion de services sociaux dans certains pays de la région qui seront publiées dans la collection Políticas sociales.

iv) Elaboration d'un manuel de gestion des services sociaux.

La réalisation des activités mentionnées aux points b) iii) et b) iv) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.4: Activités en matière de lutte contre l'abus des drogues

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts qui étudieront les changements intervenus dans la région quant la prévention de la production, du transport, du trafic et de la consommation de drogues.

b) Publications non périodiques

i) Une étude comparative des progrès accomplis dans divers programmes nationaux de prévention de la production, du transport, du trafic et de la consommation de drogues.

ii) Deux études sur les méthodes et les procédures de prévention de l'abus des drogues.

La réalisation des activités mentionnées au point b) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités prévues dans ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec d'autres divisions du système de la CEPALC, selon la sphère thématique pertinente, telles que la Division du développement économique, la Division des statistiques et des projections économiques, la Division du développement de la production et des entreprises ainsi qu'avec l'ILPES, le CELADE et les bureaux sous-régionaux.

Selon le domaine spécifique de chacune des activités prévues, on travaillera en contact permanent avec d'autres programmes et organismes du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales, et plus spécialement avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires des Nations Unies, l'Unesco, le FISE, l'OPS, le PNUD, l'OIT et l'Organisation des Etats américains (OEA), ainsi qu'avec plusieurs universités et organisations non gouvernementales concernées par les questions de politique sociale.

Finalement, les activités prévues dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues seront mises en oeuvre dans le cadre du Programme d'action mondial sur la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et en contact avec la Commission interaméricaine contre l'abus des drogues (CICAD). De même, on collaborera d'une façon permanente avec les organismes régionaux, sous-régionaux et gouvernementaux d'Amérique latine et des Caraïbes concernés par le problème de l'abus des drogues.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région responsables de la conception et de l'application de politiques, de programmes et de projets sociaux dans chacune des sphères thématiques.

Les publications seront également envoyées aux universités et aux centres d'études et de recherche concernés par les questions de développement social et de politique sociale, ainsi qu'aux institutions et aux organisations non gouvernementales pertinentes.

Les produits des activités de lutte contre l'abus des drogues sont destinés aux autorités et aux fonctionnaires des organismes responsables des programmes nationaux respectifs et d'autres activités connexes menées dans les pays de la région.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, la participation aux réunions gouvernementales et d'experts et par le biais des services de coopération technique.

GROUPE DE L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

Présentation

L'objectif principal des activités de la CEPALC dans le domaine de la femme consiste à renforcer, à la lumière de la proposition de transformation du processus de production dans un climat d'équité, la situation de la femme dans certains domaines fondamentaux de façon à ce qu'elle obtienne l'égalité par rapport à l'homme, s'intègre effectivement au développement économique et social et participe pleinement à tous les niveaux de la prise de décision. Etant donné que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont, pour la plupart, ratifié les instruments et les mécanismes mis en place par l'Organisation des Nations Unies pour favoriser la promotion de la femme, il s'agit actuellement d'assurer la matérialisation, sur le plan pratique, de ces principes d'égalité.

Au cours de ces dernières années, la situation des femmes a profondément évolué, en particulier dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la santé. La participation croissante des femmes aux emplois rémunérés est une tendance structurelle qui ne fera que se confirmer, en dépit des fortes disparités existant quant au contexte dans lequel les femmes exercent leurs rôles productifs et de procréation. En matière d'éducation, les taux d'inscription des femmes aux universités suivent leur progression ascendante dans la région, avec une tendance à la parité entre étudiants des deux sexes, alors que la répartition des femmes en fonction des domaines étudiés reste pratiquement invariable. On observe néanmoins une persistance de la discrimination au niveau des salaires: en effet, les femmes ont besoin, en moyenne, de quatre ans d'éducation formelle en plus pour obtenir une rémunération similaire à celle des hommes. Malgré cette évolution, la plupart des textes d'études continue de projeter des images peu favorables à une participation plus égalitaire des deux sexes.

L'un des changements les plus saillants dans la vie des femmes au cours de ces dernières décennies est la forte diminution du nombre d'enfants qui est passé de 5,9 en moyenne dans la première moitié des années 50 à 3,4 dans la deuxième moitié des années 80. De même, la question de la procréation est actuellement envisagée sous un nouveau jour, en fonction du libre choix des individus moyennant une séparation consciente entre la sexualité et la procréation et la recherche de méthodes de contraception plus efficaces. Les principaux facteurs qui continuent de faire obstacle à cette évolution sont liés à l'impossibilité pratique, pour la plupart des femmes, d'avoir accès à ces méthodes pour des raisons d'éducation, d'information et d'ordre financier.

Le programme de travail prévu pour la période biennale 1996-1997 tiendra particulièrement compte de ces changements, ainsi que du fait que les tendances implicites qui se dessinent dans la région quant aux styles de développement favorisent l'ouverture de nouveaux espaces pour les femmes, dans certains domaines tels que l'éducation, l'emploi rémunéré, la mise en place de codes communs de communication et, en règle générale, la diffusion croissante de nouveaux types de modèles, plus différenciés que dans le passé, quant au rôle de la femme au sein de la société. De même, le programme de travail vise à assurer que le maintien de ces tendances conduise à la consolidation de nouvelles articulations entre les secteurs public et privé et à l'établissement de rapports interpersonnels plus justes, en particulier entre hommes et femmes.

Parmi les activités prévues, on étudiera et proposera des mesures propres à améliorer la situation de certains groupes de femmes particulièrement vulnérables de même que l'insertion au sein de la société des femmes en général, indépendamment de leur situation socio-économique. Dans le premier volet de

cette étude, on se penchera surtout sur les cas des femmes du secteur non structuré, des femmes chefs de ménage et des femmes vivant dans l'extrême pauvreté. Dans le deuxième, on étudiera les rapports existant entre les femmes et différents domaines particulièrement importants pour leur insertion sociale, tels que la politique, la vie publique, la prise de décision et la violence intra-familiale.

On poursuivra également les activités amorcées à l'occasion de la Décennie des Nations Unies pour la femme, selon laquelle les commissions régionales sont appelées à jouer un rôle-clé dans ce domaine, moyennant trois fonctions principales, à savoir coordonner et épauler les mesures prises dans les pays à l'aide d'études, de diagnostics et de recommandations, coordonner leurs activités avec celles d'autres organismes du système des Nations Unies et mettre en oeuvre des actions concrètes par le biais de projets, de l'assistance technique ainsi que par la création et la diffusion de nouvelles connaissances. Outre ces activités régulières, il faudra, au cours de la période biennale 1996-1997, adopter des mesures complémentaires visant, essentiellement, à répondre aux recommandations qui émaneront de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui se tiendra en 1995 et qui devrait adopter une nouvelle Plateforme d'action. Il faudra également mettre en oeuvre le Programme d'action régional pour les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes qui sera approuvé par les gouvernements lors de la sixième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1994 et fera l'objet d'une vaste diffusion en 1995. A cet égard, on prévoit la réalisation de deux réunions d'experts qui seront chargés d'étudier les thèmes prioritaires du Programme d'action régional.

Il faut finalement souligner que la septième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui sera tenue en 1997, et diverses réunions de son Bureau directeur constitueront des instances importantes pour l'étude et la mise en oeuvre des activités et des recommandations qui en émaneront, ainsi que pour l'examen des progrès accomplis quant à la promotion de la femme dans la région.

1. Activités

Sphère thématique 1: Intégration de la femme au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

i) Réunions du Bureau directeur de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes (il est prévu d'organiser trois réunions pendant la période biennale, dont une à l'occasion de la Conférence régionale).

ii) Septième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui sera tenue au cours du deuxième semestre de 1997.

iii) Réunions consacrées à la question de la femme du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau avant la septième Conférence régionale.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'examiner les aspects prioritaires du Programme d'action régional pour les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (on prévoit la réalisation de deux réunions au cours de la période biennale).

c) Prestation de services d'appui aux réunions interinstitutions

Réunions interinstitutions avec des organisations et des institutions spécialisées des Nations Unies (on prévoit la réalisation de deux réunions au cours de la période biennale).

d) Publications non périodiques

i) Rapports d'activités du Secrétariat (documents de fond pour les réunions du Bureau directeur et pour la septième Conférence régionale).

ii) Quatre numéros de la collection Mujer y Desarrollo concernant l'éducation et l'emploi et les femmes vivant dans la pauvreté.

iii) Condensés de documents concernant certains aspects importants de l'intégration de la femme au développement qu'il est prévu de publier comme livre et où seront notamment abordées les questions de la participation de la femme à la société, les droits de l'homme et la violence.

e) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière d'intégration de la femme au développement.

ii) Formation collective

Assistance, à la demande des pays, aux activités de formation réalisées par des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des universités et des centres d'études en matière de genre et de développement.

f) Activités intermédiaires

i) Documents et rapports des réunions du Bureau directeur et de la septième Conférence régionale.

ii) Rapports qui seront présentés aux réunions interinstitutions du système des Nations Unies.

iii) Etudes sur certaines questions spécifiques susceptibles de renforcer le rapport entre le thème de la femme et les travaux du système de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point d) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités mentionnées seront réalisées en étroite collaboration avec les divisions et les bureaux sous-régionaux de la CEPALC, notamment en ce qui concerne le suivi de leurs activités de fond afin d'assurer la prise en compte de la variable du genre et d'intégrer leurs contributions dans le domaine de la femme aux travaux du Secrétariat.

On continuera de collaborer avec divers organismes du système des Nations Unies, tels que la Division de la promotion de la femme, relevant du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW).

A l'échelon régional, on travaillera en contact étroit avec les institutions spécialisées des Nations Unies, en particulier en ce qui a trait à la coordination des activités menées dans le domaine de la promotion de la femme.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région responsables de la conception et de l'application de politiques, de programmes et de projets sociaux liés à l'intégration de la femme au développement économique et social. Les produits mentionnés serviront également à épauler les activités des organisations non gouvernementales, des centres d'études et des instituts de recherche et de promotion concernés par ce sujet.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, la participation aux réunions gouvernementales et d'experts et par le biais des services de coopération technique et de formation.

SOUS-PROGRAMME 10: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES

Présentation

Au cours de ces dernières années, les systèmes statistiques nationaux de la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont subi de profondes modifications résultant de l'application des progrès technologiques disponibles, en particulier dans le domaine de l'informatique. La CEPALC a, de son côté, appuyé ce processus tout en accumulant une expérience importante dans ces domaines et en mettant au point de nouvelles modalités de travail moyennant la création de vastes banques de données, intégrées dans un système d'accès normalisé.

Les activités prévues dans le cadre de ce sous-programme pour la période biennale 1996-1997 —et qui seront exécutées par la Division des statistiques et des projections économiques—, visent essentiellement à élargir et à consolider certains aspects de fond dans les domaines suivants: i) mise à jour et expansion d'un cadre régional d'information statistique propre à épauler les études et les projets réalisés par la CEPALC, à fournir des données spécialisées aux Etats membres, aux organisations internationales et aux centres de recherche ainsi qu'à répondre à la demande croissante du secteur privé; ii) élaboration d'aspects théoriques et pratiques spécifiques des statistiques et de l'analyse quantitative en vue de leur application aux études sur le développement économique et social de la région; iii) coopération régionale, diffusion et transfert de techniques informatiques aux fins des travaux statistiques des pays; iv) études prospectives à moyen et à long terme sur le développement économique et social de l'Amérique latine et examen de leur insertion à l'échelon mondial; et v) prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales et d'experts, aux séminaires et cours de formation et de services consultatifs aux gouvernements.

Les activités liées à la mise en place d'un cadre régional d'information statistique consisteront essentiellement à organiser et à étendre les bases de données sur différents sujets et d'en faciliter l'accès aux utilisateurs. A cet effet, on mettra sur pied un système normalisé d'accès aux bases de données permettant l'offre directe de services au réseau informatique de la CEPALC et à ceux du système d'information économique et sociale des Nations Unies. Il est également prévu d'installer un système de connexion informatique à distance avec les bureaux nationaux de statistique des pays de la région afin de pouvoir échanger des données statistiques d'une façon immédiate.

On continuera d'élaborer l'ensemble de statistiques et d'indicateurs régionaux publiés chaque année dans l'Anuario estadístico de América Latina y el Caribe et le Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe. On préparera également, avec le concours de la Division du développement social, les études correspondant au "Panorama social de América Latina" qu'il est prévu de publier annuellement.

En matière de développement statistique et d'analyse quantitative, on continuera d'accorder la priorité, moyennant l'élaboration et la production de documents techniques, à l'application des principales classifications statistiques internationales, à savoir la Classification type pour le commerce international (CTCI, Rev.3), la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, Rev.3), le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) et la Classification par grandes catégories économiques (CGCE). Une attention spéciale sera prêtée aux problèmes posés par la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale (SCN, Révision 4), qui s'est heurtée à de nombreux obstacles dans les pays de la région; on prévoit, à cet effet, la réalisation

d'études sur les expériences nationales et d'une réunion d'experts qui analyseraient les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de ce système dans la région.

Le programme de travail comprend également la réalisation d'activités visant à améliorer les méthodes d'estimation de la répartition du revenu, des situations de pauvreté, de l'emploi, de la population active et d'autres indicateurs sociaux. On mettra l'accent sur la conception et l'application d'une méthode intégrée de mesure de la pauvreté comprenant des indicateurs liés aux différents aspects du développement humain ainsi que sur la détermination d'un ensemble d'indicateurs sociaux basés sur des statistiques et des estimations et répondant aux critères de normalisation appliqués aux banques de données.

Quant à la coopération technique avec les Etats membres, et plus particulièrement avec leurs bureaux nationaux de statistique, on prévoit la réalisation de la Réunion de directeurs de statistique des Amériques correspondant à la période biennale envisagée. Outre cette réunion, on prévoit de convoquer deux autres réunions d'experts afin d'analyser, respectivement, les études sur les indicateurs sociaux et les aspects méthodologiques et de fond des études prospectives.

On continuera également de collaborer à l'organisation d'ateliers ou de séminaires sur certaines techniques statistiques spécialisées, notamment en ce qui a trait à l'application des recommandations récemment émanées de la Commission de statistique des Nations Unies. On réalisera en outre des activités de formation quant à l'utilisation d'indicateurs sociaux afin de favoriser, dans la région, la diffusion de méthodologies permettant: i) d'identifier les groupes sociaux les plus démunis et d'en déterminer les caractéristiques du point de vue de l'âge, du genre, du type de travail, de l'éducation et de la localisation géographique; ii) de définir de nouveaux types de politiques propres à lutter contre la pauvreté et à améliorer les conditions de vie; et iii) de décrire les caractéristiques démographiques, économiques et sociales des différentes couches de la population qui constitueront la cible de certaines politiques visant à améliorer la justice sociale.

En matière de projections économiques, le principal objectif consistera à étudier, dans une optique à long et à moyen terme, le processus de développement économique et social des pays de la région afin de discerner les problèmes les plus graves et de proposer des stratégies nouvelles propres à les résoudre. A cet effet, il faudra élaborer, à l'aide des techniques de pointe, des projections économiques et sociales qui serviront de cadre quantitatif aux études analytiques réalisées au niveau des pays et, dans certains domaines, à l'échelon régional.

Etant donné l'interdépendance croissante de l'économie mondiale et l'influence déterminante du secteur extérieur sur les économies des pays de la région, on continuera de mettre l'accent, dans cette sphère thématique, sur la systématisation et l'analyse des études prospectives élaborées par les institutions internationales et les organisations gouvernementales et privées. Ce matériel servira de base à l'étude des perspectives d'insertion des pays et de la région toute entière au sein de l'économie mondiale.

Finalement, une activité permanente restera la préparation des projections servant de base quantitative aux études prospectives et d'appui aux autres programmes du Secrétariat de la CEPALC. A cet égard, il conviendra de réviser et de mettre périodiquement à jour de nombreuses séries statistiques ainsi que d'améliorer systématiquement les modèles économétriques utilisés en fonction des nouvelles techniques informatiques, des nouveaux instruments méthodologiques et de la possibilité de couvrir d'autres sphères thématiques moyennant une information quantitative adéquate.

1. Activités

Sphère thématique 10.1: Banque de données sur les statistiques économiques et sociales de l'Amérique latine et des Caraïbes

Matériel technique

Mise sur pied et expansion de banques de données dans différents domaines thématiques et leur intégration au sein d'un système standardisé d'accès en connexion directe avec le réseau informatique de la CEPALC et le système d'information économique et social des Nations Unies. On pense mettre en place une connexion informatique à distance avec les bureaux nationaux de statistique de la région afin d'effectuer des échanges de données statistiques d'une façon immédiate.

Sphère thématique 10.2: Statistiques et indicateurs régionaux

a) Publications périodiques

i) Anuario estadístico de América Latina y el Caribe (deux numéros)

ii) Synthèse statistique et estimation du bilan préliminaire annuel de l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes (deux publications durant la période biennale, incluses dans le Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe).

b) Publications non périodiques

Panorama social de América Latina (deux publications durant la période biennale, conjointement avec la Division du développement social).

Sphère thématique 10.3: Appui statistique aux études et projets de la CEPALC

Activités intermédiaires

Appui statistique aux études et projets de la CEPALC.

Sphère thématique 10.4: Statistiques sociales

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'analyser les études sur la répartition du revenu, les situations de pauvreté, la population active et d'autres indicateurs sociaux.

b) Publications non périodiques

Cinq documents sur les estimations en matière de répartition du revenu, de situations de pauvreté, de population active et d'autres indicateurs sociaux.

Sphère thématique 10.5: Comptabilité nationale et indicateurs du développement économique

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'analyser les progrès accomplis quant à la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale.

b) Publications périodiques

Cuadernos estadísticos de la CEPAL, deux numéros au cours de la période biennale: l'un sur les statistiques du commerce extérieur dans un domaine spécialisé et l'autre sur les statistiques de la dette extérieure et les indicateurs du financement extérieur.

c) Publications non périodiques

i) Deux documents sur des expériences nationales en matière de mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale, Révision 4.

ii) Un document sur les statistiques du commerce extérieur dans un domaine spécifique encore indéterminé.

iii) Un document sur les statistiques du commerce extérieur selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH), par groupes de pays.

Sphère thématique 10.6: Coopération technique avec les Etats membres et avec des organismes régionaux de statistique

a) Organisation et prestation de services d'appui à des réunions d'experts

Réunion biannuelle des directeurs de statistique des Amériques.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux Etats membres ou organismes régionaux de statistique qui en feront la demande en matière d'enquêtes sur les ménages, d'organisation statistique, de statistiques économiques et de comptabilité nationale, de transfert de techniques informatiques dans le domaine statistique, de conception de modèles économétriques et de techniques de projections économiques.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.7: Ateliers, séminaires et cours de formation

Activités opérationnelles

a) Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux pays qui en feront la demande moyennant la coopération avec les Etats membres et les institutions régionales dans les domaines suivants:

i) organisation et réalisation d'ateliers ou de séminaires consacrés essentiellement à l'application des recommandations récemment émises de la Commission de statistique des Nations Unies, et

ii) techniques spécialisées en statistique, y compris les logiciels.

b) Formation collective

Formation en matière d'estimation et d'utilisation d'indicateurs sociaux concernant, notamment, la répartition du revenu, la mesure des situations de pauvreté et les caractéristiques de l'emploi pour différents groupes sociaux.

La réalisation des activités de cette sphère thématique, qui sont toutes opérationnelles, dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.8: Evaluation et analyse prospective du processus de développement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'analyser les aspects méthodologiques et de fond des études prospectives et les progrès accomplis dans la mise en place d'un système d'indicateurs.

b) Publications non périodiques

i) Deux documents sur les perspectives à long et à moyen terme du développement économique et social des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

ii) Deux études sur les perspectives de l'économie internationale, et en particulier des économies des pays développés potentiellement mieux dotés du point de vue commercial et de l'insertion extérieure de la région.

iii) Deux documents contenant des projections à long et à moyen terme sur certains aspects macro-économiques et sectoriels; ces projections concernent la plupart des pays et servent de base à la réalisation d'études prospectives.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

En matière de statistique, les activités mentionnées seront réalisées en étroite collaboration et coordination avec la Division de statistique des Nations Unies (UNSTAT), des commissions économiques régionales des Nations Unies et des secrétariats des organismes régionaux d'intégration. Sur le plan des relations extérieures, la CEPALC établira des rapports de coopération et de liaison avec les bureaux nationaux de statistique des Etats membres et, au sein du système de la CEPALC, avec la Division du développement économique, la Division du commerce international, des transports et du financement, avec le Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique, avec la Division du développement social, ainsi qu'avec les bureaux sous-régionaux.

Selon la nature et la sphère thématique des activités, des rapports de coopération et de liaison seront établis avec d'autres organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux. Par exemple, les activités relevant des statistiques économiques, de la comptabilité nationale et des indicateurs du développement économique seront menées à bien en coordination avec celles de la Banque mondiale, de la BID, de la FAO, du FMI, du GATT, de l'Office statistique des communautés européennes (EUROSTAT) et la CNUCED; quant aux travaux en matière de statistiques sociales, ils seront effectués en coordination avec ceux de l'OIT, du PNUD, du PREALC, du FISE et de l'UNSTAT dans le cadre du Programme pour développer la capacité nationale d'effectuer des enquêtes sur les ménages (NHSCP).

Les activités de coopération technique et de formation seront réalisées en étroite collaboration avec le PNUD, l'UNSTAT, et en particulier avec la section de la comptabilité nationale et le NHSCP, avec les bureaux régionaux d'institutions spécialisées du système des Nations Unies, ainsi qu'avec le Centre européen de formation de statisticiens économistes des pays en développement de la CEE (CESD-Madrid). Certaines de ces activités seront menées en collaboration avec le Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), l'OEA et la CNUCED.

Les activités liées aux projections économiques seront menées à bien en étroite collaboration avec les divisions organiques de la CEPALC, avec la Division des politiques et de l'analyse en matière de développement du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (DIESAP) des Nations Unies, ainsi que le Centre de recherche du Projet LINK. Des contacts réguliers seront également établis avec d'autres centres et institutions spécialisés du système des Nations Unies, ainsi qu'avec des organisations gouvernementales des pays de la région.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les organisations gouvernementales des Etats membres, en particulier les bureaux nationaux de statistique, les banques centrales, les ministères de l'économie et les organismes responsables de la formulation et de l'exécution des politiques économiques et sociales. D'autres utilisateurs seront les organismes régionaux d'intégration et les organisations internationales qui ont besoin d'avoir une vision d'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que des statistiques de la région comparables avec celles d'autres régions du monde, et notamment les experts du PNUD et d'autres institutions des Nations Unies chargés d'élaborer des rapports et des projets de coopération technique. Ces produits sont aussi fréquemment utilisés par les universités, les instituts de recherche et d'autres entités du secteur privé.

Les principaux utilisateurs des banques de statistiques économiques et sociales sont les experts du système de la CEPALC. Les organismes publics et privés mentionnés plus haut pourront avoir un accès direct à l'information moyennant une connexion informatique à distance ou par le biais de supports informatiques ou de tabulations. Les produits obtenus à partir des bases de données seront des publications techniques et des rapports spécialisés.

En matière de projections économiques, les principaux utilisateurs seront les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations régionales. Les rapports et les études basés sur des projections économiques serviront de référence à la formulation de plans nationaux de développement, à la conception de stratégies et à l'évaluation des politiques régionales de développement économique et social. Ces projections serviront également d'appui aux études des accords de coopération régionale et aux réunions intergouvernementales sur les politiques de développement.

SOUS-PROGRAMME 11: TRANSPORTS

Présentation

Le programme d'activités de la CEPALC en matière de transport obéit à la nécessité, pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de consolider leur processus de restructuration et de modernisation de ce secteur amorcé, dans nombre de cas, il y a une dizaine d'années. L'expansion des grands espaces économiques dans l'hémisphère nord exige une contribution maximale des systèmes de transport à la compétitivité des échanges commerciaux régionaux dans un contexte de globalisation économique.

L'objectif primordial de ce sous-programme consiste à épauler les pays de la région dans les efforts qu'ils déploient pour rationaliser la gestion et le maintien de l'infrastructure et améliorer la gestion des services de transport moyennant la consolidation des organismes publics et privés pertinents.

Les activités prévues dans ce sous-programme pour 1996-1997 seront concentrées dans trois grands domaines: i) la gestion du secteur des transports en général, qui comprend la facilitation des opérations et des services dans la filière de distribution physique liée au commerce international; ii) le transport terrestre et urbain, qui inclut le transport routier et par chemin de fer; et iii) le transport maritime et multimodal, qui comprend les ports.

La facilitation du transport est une activité permanente qui vise à réduire le nombre de démarches et d'autres obstacles institutionnels qui freinent le mouvement prompt et expéditif de marchandises lors des échanges commerciaux tant nationaux qu'internationaux. Une façon particulièrement efficace de parvenir à cette diminution, et aussi de mettre à profit des concepts de gestion modernes, est de faire appel à l'échange de données informatisé (EDI) pour assurer la transmission de toute l'information relative à ces mouvements. Les activités prévues dans la première sphère thématique concernent l'étude des progrès accomplis dans l'application de l'échange de données informatisé dans les pays de la région et la publication bimestrielle du Boletín FAL sur la facilitation du commerce et des transports.

On a observé, au cours de ces dernières années, une tendance persistante à une intégration économique et sociale de plus en plus vaste dans la région. Le transport terrestre joue un rôle de premier plan dans ce processus; en effet, les chemins de fer et les routes constituent les voies d'échange qui favorisent le plus un contact étroit entre les différents pays, même si d'importants obstacles subsistent encore pour parvenir à l'union souhaitée. De même, les transports urbains occupent une place importante parmi les différentes modalités de transport terrestre, les zones métropolitaines présentant de sérieux problèmes de congestion et de pollution dus, dans une large mesure, au transport automobile.

Afin de contribuer à la recherche de solutions satisfaisantes à ces problèmes, la deuxième sphère thématique prévoit l'étude de différentes options possibles pour gérer la demande d'infrastructure de transport; on étudiera et évaluera l'incidence de la réorientation de la politique économique sur les différents moyens de transport en commun. On continuera également d'appuyer les activités menées par différents organismes gouvernementaux, aussi bien à l'échelon régional que sous-régional, afin d'améliorer l'infrastructure et les procédures opérationnelles du transport terrestre, et en particulier les actions visant à renforcer l'intégration des pays de la région. Finalement, dans le domaine du transport urbain, on continuera d'encourager les rapports de coopération entre les villes d'Amérique latine et des Caraïbes, sur la base de l'étude de leurs expériences respectives.

Le transport maritime et multimodal constitue la voie principale du commerce extérieur; c'est pourquoi l'amélioration constante de son efficacité moyennant la modernisation technologique est d'une importance vitale pour la compétitivité des exportations de la région. Dans ce contexte, les ports jouent un rôle particulièrement important en tant que points de contact entre les pays et l'étranger. Une troisième sphère thématique sera donc consacrée à l'étude des facteurs intervenant dans la transformation du transport maritime et multimodal et à l'identification des mesures susceptibles de conduire à ou de consolider des processus de restructuration des ports afin de faciliter les échanges commerciaux avec l'extérieur et contribuer à l'intégration régionale.

1. Activités

Sphère thématique 11.1: Gestion du secteur des transports

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier les progrès accomplis quant à l'application de l'échange de données informatisé en vue de la facilitation des échanges commerciaux et des transports nationaux et internationaux dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et d'avancer des propositions visant à en élargir la couverture là où l'emploi de cette technique n'en est encore qu'à ses premiers pas.

b) Publications périodiques

Boletín FAL, publication bimestrielle sur la facilitation du commerce et des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes.

c) Publications non périodiques

Une étude sur les progrès accomplis en matière d'application de l'échange de données informatisé en vue de la facilitation des échanges commerciaux et des transports nationaux et internationaux dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

d) Activités intermédiaires

Assistance à l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) et à la Réunion des directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal en matière de questions douanières.

La réalisation de l'activité mentionnée au point c) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.2: Transport terrestre et urbain

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion régionale d'experts chargés d'étudier les options possibles pour gérer la demande d'utilisation de l'infrastructure de transport.

b) Publications non périodiques

i) Une étude comparative sur le prix et les mesures quantitatives non monétaires en tant qu'options possibles pour gérer la demande d'infrastructure de transport.

ii) Une étude visant à analyser et évaluer l'incidence, dans plusieurs pays de la région, des processus actuels de libéralisation de la politique économique sur les différents moyens de transport en commun.

c) Activités intermédiaires

Collaboration avec l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), l'Association latino-américaine des chemins de fer (ALAF), le Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC), le Marché commun du Sud (MERCOSUR), le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), ainsi qu'avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du sud, en matière de transport terrestre.

La réalisation de l'activité mentionnée au point b) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.3: Transport maritime et multimodal

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion régionale d'experts chargés d'étudier la situation actuelle et les perspectives de transformation du transport multimodal en Amérique latine et aux Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les facteurs ayant une incidence sur la transformation du transport maritime projetée à long terme.

ii) Une étude sur l'insertion du transport multimodal à l'intégration régionale.

c) Activités intermédiaires

Collaboration avec l'ALADI, la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM), le JUNAC, le MERCOSUR, le Système économique latino-américain (SELA), ainsi qu'avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du sud, en matière de transport maritime et multimodal.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités mentionnées seront réalisées en étroite collaboration avec l'ALADI, l'ALAF, la COCATRAM, le JUNAC, le MERCOSUR, le SIECA et le SELA; de même, avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics et la Réunion des directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal; avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine du développement. Dans chaque cas, la collaboration sera établie en fonction de la sphère thématique pertinente.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les institutions publiques et privées des pays de la région responsables des activités mentionnées, en particulier les ministères des travaux publics et des transports, les autorités maritimes et portuaires, les autorités douanières et municipales, ainsi que les associations de chefs d'entreprise et d'autres organisations du secteur privé.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, l'appui aux projets aux organismes du secteur public et privé et la participation aux réunions gouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 12: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE

Présentation

Ce sous-programme comprend les activités menées par le Bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique dont le domaine d'action s'étend aux pays d'Amérique centrale, à Cuba, Haïti, au Mexique et à la République dominicaine. Ces activités ont été conçues de façon à répondre aux besoins spécifiques de chacun des pays relevant de la compétence du Bureau sous-régional.

La première partie de la décennie 90 a été marquée par la consolidation des résultats obtenus par les politiques de stabilisation ainsi que par les mesures adoptées par les gouvernements pour réaliser des transformations structurelles de leurs économies afin, notamment, d'améliorer l'insertion au sein de l'économie internationale, moyennant une relance des mécanismes actuels d'intégration et la création de zones de libre-échange. De nombreux enjeux subsistent pourtant, en particulier le creusement du déficit commercial, les retards en matière de compétitivité globale, les niveaux dramatiques de pauvreté et les profonds déséquilibres du marché de l'emploi.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les activités prévues pour la période biennale, lesquelles visent surtout à renforcer le processus de développement durable fondé sur des niveaux croissants de productivité et d'équité. On continuera également de favoriser la consolidation du processus d'intégration des pays d'Amérique centrale et de leurs relations commerciales et de coopération avec d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier avec le Groupe des trois (Colombie, Mexique et Venezuela) et le marché des Etats-Unis.

Ce sous-programme est composé de deux grandes sphères thématiques. La première rassemble les diverses activités de type global concernant le développement économique, le développement social, le commerce international et l'intégration économique, autant d'aspects qui forment un tout complémentaire et intégré. La deuxième sphère thématique comprend des activités qui présentent une importance particulière pour la sous-région en termes de transformation du processus de production, y compris les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, le développement industriel et l'énergie.

En ce qui concerne le développement économique, on poursuivra l'évaluation systématique des tendances économiques dans les dix pays de la sous-région; il s'agira essentiellement d'étudier le renforcement des bases nationales et régionales de développement et certains problèmes qui présentent une importance particulière pour la coordination des politiques macroéconomiques. On mettra l'accent sur la corrélation entre les éléments suivants: i) la production et l'investissement, notamment en ce qui concerne la souplesse du modèle d'insertion sur les marchés extérieurs, l'incorporation efficace de nouvelles techniques et l'amélioration de la productivité des facteurs; ii) l'emploi, du point de vue de la création nette d'emplois rémunérateurs répondant à l'accroissement de la population active et, surtout, des politiques de formation de capital humain; et iii) l'incitation à l'épargne intérieure et une meilleure utilisation de l'épargne extérieure. A cet égard, on examinera la consolidation des marchés financiers intérieurs et l'encouragement de l'épargne populaire (fonds de pensions de retraite), la mobilisation des envois de fonds aux familles, la réforme fiscale et la promotion de l'investissement étranger, autant d'éléments susceptibles d'étayer les bases d'un système de production intégré à l'échelon national.

En matière de développement social, les activités consisteront surtout à analyser la décentralisation dérivée du réaménagement de l'Etat, le processus de privatisation et la recherche de niveaux accrus de bien-être de la part de la collectivité civile. On accordera également une importance spéciale à la question de la femme, à la dynamique des dépenses sociales et à l'élaboration des indicateurs sociaux.

En ce qui concerne le commerce international et l'intégration, les activités viseront à renforcer l'insertion extérieure des pays relevant de la compétence du Bureau sous-régional. On cherchera à améliorer la position des pays au sein de leurs processus sous-régionaux d'intégration et lors des négociations commerciales qu'ils mènent auprès de leurs principaux partenaires. On continuera d'élaborer des études d'évaluation du processus d'intégration en Amérique centrale et des progrès accomplis en matière de complémentarité économique entre la sous-région et le Mexique. On suivra attentivement les travaux réalisés par les instances responsables de l'application des décisions présidentielles et des organismes d'intégration de l'Amérique centrale en matière de politique de commerce extérieur. On continuera également d'épauler les travaux de la Commission interinstitutions chargée de l'application des décisions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale.

Quant au développement agricole, trois types d'action sont prévus: l'évaluation de l'incidence de la libéralisation des échanges commerciaux dans certains pays de la sous-région; l'examen des modalités d'associations paysannes de production; et l'étude de la durabilité de l'agriculture dans certains pays des Caraïbes.

Au cours de la période biennale 1996-1997, le Bureau sous-régional continuera d'analyser l'évolution de l'industrie manufacturière dans les pays de la sous-région; il évaluera plus spécialement les répercussions des processus d'intégration économique sur le plan de la production, ainsi que les politiques et les institutions requises pour parvenir à transformer l'appareil de production et atteindre de la sorte des niveaux plus élevés d'efficacité et de compétitivité.

Finalement, dans le domaine de l'énergie, les activités viseront à favoriser davantage l'intégration du secteur énergétique en Amérique centrale. On continuera d'appuyer les projets d'interconnexion régionale et on prêtera des services consultatifs en vue de la restructuration du sous-secteur de l'électricité. La plus haute priorité sera accordée à l'étude des possibilités d'améliorer l'approvisionnement en hydrocarbures et on continuera de participer activement aux diverses instances centraméricaines concernées par le secteur énergétique. D'importantes activités sont également prévues pour renforcer l'échange énergétique entre le Groupe des trois et les pays d'Amérique centrale.

1. Activités

Sphère thématique 12.1: Aspects globaux du développement économique et social et des relations extérieures dans les pays de la sous-région

1. Développement économique

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur l'incitation à l'épargne aux fins du développement national et la protection sociale: l'expérience de certains pays de la sous-région.

ii) Réunion d'experts sur l'équilibre macro-économique et la coordination des politiques sectorielles et sociales.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'équilibre macro-économique et la coordination des politiques sectorielles et sociales aux échelons national et régional dans les pays de la sous-région.

ii) Une étude sur l'épargne intérieure et l'expansion des marchés financiers nationaux dans un contexte d'ouverture financière au Mexique, en Amérique centrale et en République dominicaine.

c) Matériel technique

i) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1995 (10 documents).

ii) Notes sur l'évolution économique des pays de la sous-région en 1996 (10 documents).

iii) Contribution au texte du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1996.

iv) Contribution au texte du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 1997.

v) Panorama económico de México y Centroamérica, 1996.

vi) Panorama económico de México y Centroamérica, 1997.

vii) Mise à jour et extension de la base de données sur les statistiques économiques et sociales, et préparation et mise à jour des indicateurs de la conjoncture économique et du développement.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant à l'élaboration de politiques économiques globales, ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des politiques et des programmes de développement.

e) Activités intermédiaires

i) Appui technique aux réunions intergouvernementales entre le Mexique et l'Amérique centrale.

ii) Appui technique aux Réunions des ministres responsables de l'intégration économique en Amérique centrale et du développement régional et de la Commission interinstitutions chargée de l'application des décisions du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale.

iii) Appui technique aux réunions du Groupe consultatif régional pour l'Amérique centrale.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Développement social

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur la participation de la société au développement et la décentralisation de la politique sociale.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la participation de la société civile aux mesures de développement social.

ii) Une étude sur la décentralisation des mesures de politique sociale.

iii) Une étude sur la femme et la société dans certains pays de la sous-région encore indéterminés.

c) Matériel technique

Elaboration annuelle d'indicateurs sociaux de base sur les pays relevant de la compétence du Bureau sous-régional.

3. Commerce international

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur la compétitivité et la complémentarité économique de l'Amérique centrale vis-à-vis de certains marchés latino-américains.

ii) Réunion d'experts sur le développement des accords de libre-échange à l'échelon sous-régional.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur la compétitivité régionale et la complémentarité économique de l'Amérique centrale vis-à-vis de certains marchés latino-américains et des Caraïbes.

ii) Une étude sur les progrès accomplis dans la création de zones de libre-échange sur la base d'accords sous-régionaux et régionaux.

iii) Une étude annuelle sur l'évolution de l'intégration économique en Amérique centrale et du commerce régional.

c) Matériel technique

Mise à jour de la banque de données sur le commerce en Amérique centrale et des pays des Caraïbes relevant de la sphère de compétence du Bureau sous-régional.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de politiques de commerce extérieur, de négociations commerciales et d'intégration économique.

e) Activités intermédiaires

Appui technique aux Réunions des ministres responsables de l'intégration économique en Amérique centrale et du développement régional en matière de commerce international.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 12.2: Aspects sectoriels du développement économique et social dans les pays de la sous-région

1. Alimentation et agriculture

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur l'incidence de la libéralisation du commerce agricole dans certains pays de la sous-région.

ii) Réunion d'experts sur les modalités d'associations de petits producteurs en Amérique centrale.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'incidence de la libéralisation du commerce agricole dans certains pays de la sous-région.

ii) Une étude sur les modalités d'associations de petits producteurs en Amérique centrale.

iii) Une étude sur la durabilité de l'agriculture dans certains pays des Caraïbes relevant de la sphère de compétence du Bureau sous-régional.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en matière de développement et de politique agricole.

d) Activités intermédiaires

Recueil et traitement de données destinées à l'élaboration des études mentionnées au point b).

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Développement industriel

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur les répercussions des processus d'intégration économique en termes de production.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les répercussions des processus d'intégration économique en termes de production dans les pays de la région.

ii) Une étude sur les progrès accomplis dans la transformation du processus de production du secteur manufacturier en Amérique centrale.

c) Matériel technique

Mise à jour d'une banque de données sur la production et le commerce de produits manufacturés dans les pays de la sous-région.

3. Energie

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion de directeurs et de gérants des sociétés d'électricité de l'Amérique centrale, afin d'examiner les progrès accomplis dans les projets d'intégration du sous-secteur de l'électricité.

ii) Réunion de directeurs généraux des ministères et de directeurs d'entreprises publiques du secteur des hydrocarbures en Amérique centrale, afin d'analyser la question de l'approvisionnement en hydrocarbures.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur l'approvisionnement en hydrocarbures dans la sous-région.

ii) Une étude sur le processus d'intégration du sous-secteur de l'électricité en Amérique centrale.

c) Matériel technique

Mise à jour des banques de données sur l'énergie.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Suivi des projets d'intégration électrique régionale du Système d'interconnexion des pays d'Amérique centrale (SIPAC) et entre le Groupe des trois (Colombie, Mexique et Venezuela) et l'Amérique centrale.

ii) Formation collective

Deux séminaires: l'un sur des questions techniques liées à l'approvisionnement en hydrocarbures et l'autre, sur les modifications de l'offre d'hydrocarbures à l'Amérique centrale.

e) Activités intermédiaires

i) Appui technique aux réunions périodiques du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC) et du Groupe régional centraméricain sur l'interconnexion électrique (GRIE).

ii) Appui technique aux réunions périodiques du Comité de coopération des hydrocarbures d'Amérique centrale (CCHAC).

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a) ii) et e) ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme concernant l'évolution économique des pays relevant de la compétence du Bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique seront menées en étroite collaboration avec la Division du développement économique de la CEPALC qui incorporera une partie des produits mentionnées plus haut à ses études systématiques sur les tendances économiques de la région. Les activités liées au développement social, au commerce international et à l'intégration seront réalisées en contact et de concert avec d'autres divisions de la CEPALC, en particulier la Division du développement social, la Division du commerce international, des transports et du financement et la Division des statistiques et des projections économiques, ainsi qu'avec le Centre latino-américain de démographie (CELADE). Certains travaux seront effectués en commun avec le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes.

De même, on consultera régulièrement et on mènera des actions coordonnées ou concertées dans les domaines pertinents avec d'autres institutions des Nations Unies et des organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la CNUCED, le GATT, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le Secrétariat du Conseil monétaire d'Amérique centrale.

Les activités portant sur les aspects sectoriels seront exécutées en contact étroit avec les divisions respectives de la CEPALC et, parallèlement, des contacts réguliers et de coordination seront établis, dans chacun des domaines spécifiques, avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales.

Les activités correspondant à l'alimentation et l'agriculture seront mises en oeuvre en coordination avec le Groupe du développement agricole de la CEPALC et avec la FAO. On consultera également la BCIE, le SIECA et le Conseil régional de coopération agricole (CORECA).

Les activités liées au développement industriel seront menées en coordination permanente avec le Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique. On consultera périodiquement certaines institutions sous-régionales telles que la BCIE, le SIECA et l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI), ainsi que des projets du PNUD et d'autres organisations de coopération opérant dans la sous-région.

Les activités concernant l'énergie seront exécutées en coordination avec la Division des ressources naturelles et de l'énergie de la CEPALC. Des consultations régulières et des actions concertées seront menées avec des institutions régionales et sous-régionales telles que la BID, l'Organisation latino-américaine de l'énergie, le Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC), la BCIE et le SIECA, ainsi qu'avec le PNUD et la Banque mondiale.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux responsables des affaires économiques et sociales, et de la formulation et mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets relevant des sphères thématiques mentionnées, ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales de coopération technique et financière.

Les produits du sous-programme serviront d'éléments de référence à ce type d'utilisateurs dans l'exercice de leurs fonctions respectives et constitueront un apport précieux à la prise de décisions.

Les produits feront l'objet d'une vaste diffusion et seront également utiles à d'autres institutions, notamment du secteur privé, telles que les centres d'études et de recherche, les organisations non gouvernementales concernées par le développement, les associations technico-professionnelles, de chefs d'entreprises et de travailleurs, ainsi que par la presse.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, la coopération technique et la participation aux réunions gouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 13: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES

Présentation

Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes poursuivra l'étude des questions qui présentent un intérêt particulier pour le développement économique et social des pays de la sous-région membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC). Il formulera les recommandations pertinentes afin d'assurer la prestation de services consultatifs et de coopération technique répondant aux besoins spécifiques de cette sous-région. Il s'agit de poursuivre le processus amorcé dans le cadre du programme de travail de la période biennale 1994-1995, dans lequel il était tenu compte, d'une façon plus explicite, des besoins et des priorités des pays membres exprimés par leurs représentants lors des sessions du CDCC et des réunions du Comité de surveillance. Le programme de travail reflète, dans une large mesure, les résultats des débats sur le rôle et les fonctions du CDCC et constitue le prolongement de son processus de revitalisation amorcé lors de la treizième session du CDCC et poursuivi durant la quatorzième session. -

Dans le programme de travail pour la période biennale 1996-1997, l'accent a été mis sur l'encouragement de la coopération dans certains domaines fonctionnels et sectoriels, aussi bien entre les pays membres des Caraïbes qu'entre ces derniers et les pays d'Amérique latine. Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes, en collaboration avec la CEPALC et d'autres organisations des secteurs public et privé, continuera de stimuler la coopération avec l'Amérique latine dans le cadre structurel défini à cet effet. En ce qui concerne la coopération entre les pays membres du CDCC, le programme de travail reflète la priorité accordée par les pays membres à la mise en place d'un programme visant à atténuer les barrières linguistiques qui entravent cette collaboration. A la lumière de ce même objectif, le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes s'attachera à étudier les circonstances et les besoins spécifiques des pays non indépendants des Caraïbes, dans le cadre du système des Nations Unies. Il organisera un atelier réunissant les centres nationaux de liaison du CDCC afin de faciliter la prise de conscience quant aux fonctions et aux objectifs du CDCC et de jeter des bases plus solides en vue de la collaboration entre les pays membres. Cet atelier s'inspirera des excellents résultats émanés du premier atelier de ce genre tenu à Port-of-Spain en juillet 1992.

On poursuivra l'examen de la question des pays insulaires en développement, considérée comme sphère thématique au cours de la période biennale 1994-1995 sur la demande expresse du CDCC qui souhaitait lui accorder une plus haute priorité. Les travaux qui seront menés dans ce domaine tiendront compte des résultats de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires. On étudiera les facteurs ayant une incidence sur le comportement des petits pays insulaires en développement et leurs rapports avec la communauté internationale.

On se penchera également sur les mesures d'ajustement structurel adoptées ces dernières années par plusieurs pays et on étudiera les aspects sociaux du développement à la lumière, notamment, du rôle des organisations non gouvernementales dans le processus de développement et des conclusions du Sommet mondial pour le développement social de 1995.

On continuera de mettre l'accent sur les problèmes qui touchent la participation des femmes au développement des Caraïbes et sur l'assistance des pays membres au suivi de la Conférence mondiale sur les femmes de 1995. En règle générale, on prêter une attention spéciale, dans le cadre de cette sphère thématique, aux facteurs liés à l'égalité entre les genres dans les Caraïbes.

En matière d'environnement, le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes mettra à jour ses banques de données sur les statistiques de l'environnement et poursuivra son examen de l'incidence du développement sur l'environnement des Caraïbes. Dans la réalisation des travaux prévus dans cette sphère thématique, on tiendra particulièrement compte des conclusions de la Conférence mondiale de 1994 sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires. Les activités en matière de science et de technique auront été assumées par le Secrétariat permanent du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (CCST) au cours de la période 1994-1995. On prévoit également la poursuite des activités en matière de population dans le cadre du programme de travail et du budget ordinaire du Bureau sous-régional; cette question a été incluse lors de la période biennale antérieure à la demande des pays membres. Il sera tenu compte, dans la réalisation de ces activités, des travaux de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994.

Le Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes continuera également de préparer les résumés annuels du comportement économique des pays de la sous-région. On prévoit la réalisation d'une réunion pour aborder les différents aspects de la gestion et de la planification économiques des pays auxquels seront prêtés les services d'appui pertinents. On analysera les répercussions du développement économique et global sur les pays membres et on réalisera des études sur l'intégration économique et les aspects financiers du développement des Caraïbes. On poursuivra la publication d'un bulletin d'information sur les tendances économiques internationales qui sera particulièrement utile pour les plus petits pays membres du CDCC. Dans le secteur industriel, on continuera d'élaborer des études sur la politique industrielle dans les pays de la sous-région; de même, conformément aux recommandations du Conseil économique et social, on se penchera sur le secteur du tourisme.

Le Bureau sous-régional de la CEPALC continuera d'assister le Système d'information pour les Caraïbes en ce qui a trait au programme de travail de ce bureau et aux besoins des pays membres. On continuera également de prêter une assistance en matière de statistique afin de mettre en oeuvre le programme de travail adopté et, d'une manière générale, d'améliorer la capacité des pays membres dans ce domaine.

En ce qui concerne l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECS), on étudiera le processus d'intégration de ce groupe de pays au sein du CDCC et on lui fournira une assistance technique dans certains domaines prioritaires de la coopération aux fins du développement.

Conformément aux mandats qui lui ont été confiés par les gouvernements des pays membres, le Bureau s'efforcera de travailler en étroite collaboration avec d'autres bureaux de la CEPALC, d'autres organisations du système des Nations Unies ainsi qu'avec les organismes régionaux des Caraïbes.

1. Activités

Sphère thématique 13.1: Encouragement de la coopération entre les pays membres du CDCC et entre les Caraïbes et l'Amérique latine

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier les différents aspects de la coopération aux fins du développement concernant les pays membres du CDCC.

b) Publications non périodiques

i) Une étude sur les possibilités d'intensifier la coopération entre les Caraïbes et l'Amérique latine dans certains domaines économiques et non-économiques.

ii) Une étude sur les possibilités de resserrer les liens économiques et autres entre les pays membres du CDCC.

iii) Un document sur certaines questions particulièrement pertinentes pour les pays non indépendants membres du CDCC.

c) Matériel et services d'information

Publication d'un bulletin d'information sur la réduction des barrières linguistiques entre les pays membres du CDCC.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique au processus de suppression des barrières linguistiques afin de faciliter la coopération entre les pays membres du CDCC.

e) Activités intermédiaires

i) Rapport sur les mesures adoptées en exécution des décisions et des recommandations du CDCC et d'autres organismes des Nations Unies.

ii) Rapport sur la participation des pays membres aux travaux du CDCC.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point c) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.2: Pays insulaires en développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier les différents aspects du développement concernant les pays insulaires de la sous-région.

b) Publications non périodiques

Une étude sur les problèmes de développement qui touchent les pays insulaires de la sous-région.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux pays membres du CDCC qui en feront la demande afin d'assurer un suivi efficace des résultats de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.3: Les femmes et le développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur les problèmes d'égalité entre les genres dans les Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Un document sur différents aspects de l'égalité entre les genres dans les Caraïbes.

ii) Un document sur certains aspects de la Conférence mondiale sur les femmes de 1995, du point de vue des Caraïbes.

c) Matériel technique

Mise à jour et publication de la base de données bibliographiques informatisée sur la femme et le développement (WINDEV).

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en feront la demande quant aux activités comprises dans le programme sur les femmes et le développement de la CEPALC et du CDCC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.4: Développement économique et social

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts chargés d'étudier certains aspects importants de la gestion et de la planification économiques dans les pays des Caraïbes.

b) Publications non périodiques

i) Deux résumés annuels sur le comportement économique des pays membres du CDCC.

ii) Une étude sur les aspects sociaux de l'évolution du développement dans les pays de la sous-région des Caraïbes.

iii) Une étude sur les politiques commerciales des pays membres du CDCC au cours de la période 1994-1995, notamment en ce qui concerne l'étude des perspectives et des propositions d'action.

iv) Une étude sur le comportement des institutions de financement, en particulier sur le plan des politiques proposées.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services d'assistance technique aux pays membres ainsi qu'aux institutions nationales et régionales qui en feront la demande afin d'étudier et de planifier le développement économique et social.

ii) Collaboration avec certaines organisations non gouvernementales afin de promouvoir le développement économique et social dans la sous-région des Caraïbes.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.5: Commerce et financement internationaux

a) Publications non périodiques

i) Un document sur certains aspects spécifiques de l'intégration économique aux Caraïbes.

ii) Un document sur le développement financier dans les Caraïbes.

iii) Un document sur les événements intervenus aux échelons mondial et régional et leurs répercussions sur les pays de la sous-région.

b) Matériel et services d'information

Bulletin d'information sur l'évolution récente en matière de commerce international.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres et aux institutions sous-régionales qui en feront la demande quant aux activités menées dans le cadre du programme sur le commerce international et le financement de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.6: Tourisme et industriea) Publications non périodiques

i) Deux études sur certains aspects spécifiques de la politique industrielle dans les pays de la sous-région.

ii) Une étude sur l'évolution et les perspectives du tourisme dans les pays des Caraïbes.

b) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en feront la demande en ce qui concerne le développement de l'industrie et du tourisme.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.7: Environnement et développementa) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur l'utilisation d'instruments économiques et financiers propres à faciliter l'atteinte des objectifs du développement durable.

b) Publications non périodiques

i) Mise à jour des statistiques sur l'environnement dans les pays des Caraïbes.

ii) Une étude sur l'incidence, sur les plans écologique et économique, du développement durable dans les pays de la sous-région des Caraïbes.

c) Matériel technique

Mise à jour de la base de données informatisée sur l'environnement qui permettra aux pays membres du CDCC d'avoir un accès direct à cette information.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services consultatifs, à la demande des gouvernements, en matière d'environnement et de développement.

ii) Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en feront la demande quant à la mise en œuvre des décisions et des recommandations de la Conférence mondiale de 1994 sur le développement soutenable des petits Etats en développement insulaires.

iii) Collaboration active avec d'autres institutions des Nations Unies et d'autres organisations concernées en matière de statistiques sur le développement durable.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.8: Science et technique

a) Services d'appui aux réunions intergouvernementales

i) Prestation de services d'appui aux deux sessions plénières et aux quatre réunions du Comité exécutif du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique.

ii) Deux réunions spéciales d'experts du service de vulgarisation technologique.

iii) Une réunion spéciale d'experts du groupe de base du projet sur l'histoire de la science et de la technique.

b) Publications non périodiques

Un rapport sur la situation actuelle en matière d'organisation et de gestion de la science et de la technique dans la sous-région.

c) Matériel technique

Organisation et mise sur pied d'une base de données sur la science et la technique destinée à la petite et moyenne industrie.

d) Activités opérationnelles

On prévoit la réalisation, au cours de la période biennale, de divers projets en matière de science et de technique.

e) Activités intermédiaires

Elaboration de projets de coopération visant à promouvoir la science et la technique dans la sous-région des Caraïbes.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a) ii) et a) iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.9: Services d'information, de documentation et de statistique

Système d'information pour les Caraïbes

a) Publications périodiques

Quatre numéros de CARISPLAN Abstracts (en anglais seulement).

b) Matériel et services d'information

i) Recueil, organisation et diffusion de documents propres à épauler le programme de travail du secrétariat du Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes.

ii) Vingt numéros de Current Awareness Bulletin (en anglais seulement).

c) Matériel technique

Mise à jour et stockage de bases de données bibliographiques et de textes complets accessibles à distance.

Services statistiques

a) Publications non périodiques

Deux publications sur les principaux indicateurs économiques des pays des Caraïbes (une par année de la période biennale).

b) Matériel technique

i) Incorporation à la base de données des statistiques concernant les échanges commerciaux entre les pays membres du CDCC et de certains indicateurs statistiques des pays des Caraïbes.

ii) Amélioration du type de base de données de façon à en faciliter l'accès à distance et la diffusion de statistiques concernant la réalité économique et sociale des pays des Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

Prestation de services consultatifs et de formation aux pays membres du CDCC qui en feront la demande afin de moderniser leurs services statistiques et de mettre en place des bases de données nationales.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Information et documentation en matière de brevets

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions

Réunions du Comité consultatif du Système d'information pour les Caraïbes en matière de brevets.

b) Publications non périodiques

Rapport des réunions du Comité consultatif du Système d'information pour les Caraïbes en matière de brevets.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.10: Appui technique à l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO)

a) Publications non périodiques

Une étude sur les aspects spécifiques de la coopération aux fins du développement entre les pays membres de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECO).

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services consultatifs aux pays membres de l'OECO, par l'intermédiaire de son secrétariat, dans certains domaines prioritaires de la coopération aux fins du développement entre ces pays.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.11: Population et développement

a) Publications non périodiques

i) Un recueil de statistiques socio-économiques.

ii) Une étude sur les rapports entre population, développement et pauvreté.

iii) Une étude sur la fécondité des adolescentes et les rapports socio-économiques dans la sous-région des Caraïbes.

iv) Un document sur les projections démographiques de la sous-région des Caraïbes pour la période 1990-2010.

b) Matériel technique

i) Mise à jour et expansion de la base de données socio-démographiques.

ii) Expansion des systèmes informatisés de données sur les statistiques vitales.

c) Activités opérationnelles

i) Prestation de services consultatifs et de formation aux pays membres du CDCC qui en feront la demande dans les domaines suivants: application et évaluation des politiques démographiques, prise en compte de l'information démographique dans la planification du développement, techniques d'analyse démographique, et évaluation et analyse de données censitaires et de statistiques vitales.

ii) Mise en marche des activités de suivi de la Conférence internationale sur la population et le développement (septembre 1994) et, en particulier, du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 13.12: Prestation de services d'appui aux réunions du CDCC

Organisation et prestation de services d'appui aux réunions

Deux sessions du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) et deux réunions du Comité de surveillance du CDCC.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec le siège de la CEPALC; dans chacun des domaines mentionnés, les activités respectives seront également coordonnées, par le biais de consultations périodiques, avec diverses institutions des Nations Unies, telles que la CNUCED, l'Unesco, le PNUE et le FNUAP, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales.

En vue de la réalisation des activités liées à l'étude du comportement économique et au commerce international des pays relevant de la sphère de compétence du Bureau sous-régional, on consultera périodiquement diverses divisions du système de la CEPALC, en particulier la Division du développement économique, la Division du commerce international, des transports et du financement et le Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique, ainsi que le Bureau sous-régional de la CEPALC au Mexique pour ce qui est des données correspondant à Cuba, Haïti et à la

République dominicaine. On consultera en outre la CNUCED, le SELA, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), ainsi que les banques centrales des pays membres afin d'obtenir l'information spécialisée nécessaire aux études annuelles.

Les activités concernant les questions sociales, en particulier l'intégration de la femme au développement, seront réalisées en étroite collaboration avec la Division du développement social et le Groupe pour l'intégration de la femme au développement de la CEPALC. De même, les activités correspondant à chaque domaine spécifique seront coordonnées, par le biais de consultations périodiques, avec d'autres organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux tels que le secrétariat de la CARICOM, la branche pour les Caraïbes de DAWN/MUDAR, le Département d'études sur la femme de l'Université des Indes occidentales et de certaines institutions des Nations Unies telles que le Centre de développement social et des affaires humanitaires, l'OIT, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et le FISE.

Les activités en matière de développement industriel et de tourisme seront menées à bien en contact étroit avec le Groupe commun CEPALC/ONUDI du développement industriel et technologique. De même, ces activités seront coordonnées, moyennant des consultations régulières, avec l'Association de l'industrie et du commerce pour les Caraïbes, l'Organisation touristique pour les Caraïbes et d'autres organisations publiques et privées à l'échelon national et régional concernées par ces questions.

Les activités concernant les ressources naturelles et l'environnement seront coordonnées avec la division des ressources naturelles et de l'énergie et la division de l'environnement et des établissements humains de la CEPALC. On maintiendra également la coordination avec le PNUE, l'Unesco et d'autres divisions des Nations unies. Cette coordination couvrira la réalisation conjointe des activités et les consultations. On continuera également de collaborer avec certaines institutions sous-régionales telles que la CARICOM, l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO), la Banque de développement des Caraïbes et l'Association de préservation des Caraïbes.

Les activités en matière de population seront exécutées en collaboration avec le Centre latino-américain de démographie (CELADE) de la CEPALC et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux responsables des affaires économiques et sociales, et de la formulation et mise en oeuvre de politiques, de programmes et de projets relevant des sphères thématiques mentionnées, ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales de coopération technique et financière.

Les produits du sous-programme serviront d'éléments de référence à ce type d'utilisateurs dans l'exercice de leurs fonctions respectives.

Les produits feront l'objet d'une vaste diffusion et seront également utiles à d'autres institutions, notamment du secteur privé, telles que les centres d'études et de recherche, les organisations non

gouvernementales concernées par le développement, les associations technico-professionnelles, de chefs d'entreprises et de travailleurs, ainsi que par la presse.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications, la diffusion par le biais du Centre de documentation pour les Caraïbes, la coopération technique et la participation aux réunions gouvernementales et d'experts.

SOUS-PROGRAMME 14: INTEGRATION ET COOPERATION REGIONALES

Présentation

Ce sous-programme a pour but d'assurer le suivi et l'évaluation de l'intégration économique et de la coopération régionales et de fournir l'assistance technique pertinente aux pays de la région afin de favoriser une utilisation efficace des mécanismes existants et leur expansion ultérieure.

Depuis la fin des années 80 et au début de la décennie 90, l'essor du commerce intra-régional et les multiples tentatives visant à la conclusion d'accords de libre-échange, aussi bien à l'échelon régional que de l'hémisphère, ont donné un nouvel élan au thème de l'intégration et de la coopération économiques en Amérique latine et aux Caraïbes. Ce processus se traduit par l'émergence de nouveaux mécanismes sous-régionaux d'intégration et par la revitalisation d'autres plus anciens qui visent tous, à brève échéance, à la mise en place de zones de libre-échange, d'unions douanières et, à plus long terme, de marchés communs.

De même, ces processus se réalisent dans le contexte d'un réaménagement des économies régionales qui cherchent à améliorer leurs niveaux de compétitivité sur les marchés mondiaux. Ces nouvelles modalités d'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes répondent donc à cette ouverture de l'économie régionale vers l'extérieur.

A la lumière de cet état de choses, le programme de travail pour la période biennale 1996-1997 prévoit la réalisation d'activités dans trois sphères thématiques étroitement corrélées qui présentent une importance spéciale pour la région.

La première sphère thématique a pour objet d'étudier l'évolution récente des processus d'intégration économique, sur la base de l'exécution des accords pertinents et de la dynamique des courants économiques qui en traduisent le caractère et le degré d'avancement; on utilisera, à cet effet, l'information directe la plus récente. Parallèlement à la réalisation de ces études, on analysera les perspectives et les obstacles auxquels se heurtent les différents mécanismes et sous-groupes d'intégration et on avancera des propositions visant à les orienter dans l'avenir.

Les activités prévues dans la deuxième sphère thématique visent à analyser l'incidence réciproque entre les engagements pris dans les accords d'intégration et l'orientation générale ainsi que les instruments de la politique économique et sociale mise en oeuvre par les pays de la région; il s'agira d'évaluer le degré de compatibilité atteint à ce niveau et de proposer les actions propres à renforcer la convergence indispensable entre ces deux processus.

La troisième sphère thématique est essentiellement consacrée à la coopération et à l'assistance dans certains domaines de l'intégration et de la coopération économiques. On se penchera plus particulièrement sur les aspects institutionnels des processus d'intégration actuellement en cours en Amérique latine et dans les Caraïbes qui constituent un facteur déterminant tant sur le plan du comportement et de l'évolution des différents mécanismes en place qu'en termes de leur projection vers des modalités plus avancées d'intégration entre tous les pays de la région.

Il faut finalement souligner que le programme de travail comprend l'exécution d'activités de coopération technique en faveur des pays de la région et des organismes sous-régionaux d'intégration.

—avec lesquels il existe déjà, dans certains cas, des accords de coopération— dans certains domaines relevant des sphères thématiques envisagées. On s'efforcera également d'établir des rapports institutionnels avec les nouveaux noyaux d'intégration et de coopération émergeant dans la région.

1. Activités

Sphère thématique 14.1: Etude, suivi et évaluation des processus d'intégration et de coopération régionales

a) Publications non périodiques

i) Un rapport sur l'évolution récente du processus d'intégration en Amérique latine et aux Caraïbes.

ii) Une étude sur les perspectives et les obstacles auxquels se heurtent les différents mécanismes et sous-groupes d'intégration contenant des propositions quant à leur orientation future.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux secrétariats des organismes sous-régionaux d'intégration.

ii) Prestation de services de coopération technique en matière d'intégration régionale aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui en feront la demande, en particulier aux pays relativement moins avancés.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 14.2: Evaluation des accords d'intégration dans le cadre des politiques économiques et sociales

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur les problèmes inhérents à la mise en place d'un tarif extérieur commun et d'autres accords afférents.

b) Publications non périodiques

Une étude sur les aspects sociaux du processus d'intégration.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux secrétariats des organismes sous-régionaux d'intégration et aux pays qui en feront la demande en matière d'évaluation des politiques d'intégration.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 14.3: Coopération et assistance dans certains domaines spécifiques de l'intégration et de la coopération économiques

a) Publications non périodiques

Un document sur les aspects institutionnels des différents processus d'intégration actuellement en cours dans la région.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux secrétariats des organismes sous-régionaux d'intégration et des pays qui en feront la demande dans certains domaines spécifiques de l'intégration et de la coopération économiques.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront essentiellement menées à bien moyennant l'échange de données d'information et de consultations techniques avec les bureaux sous-régionaux et nationaux de la CEPALC, ainsi qu'avec la CNUCED, le SELA et le GATT.

On travaillera également en étroite collaboration avec les secrétariats de certains organismes d'intégration, et notamment avec l'ALADI, le Marché commun d'Amérique centrale (MCCA), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Groupe andin et le MERCOSUR. On collaborera en outre avec certaines institutions de coopération, telles que l'Association des industriels de l'Amérique latine, l'Institut latino-américain du fer et de l'acier (ILAFA) et l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement (ALIDE).

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région concernés par l'intégration et la coopération régionales.

Les produits seront également utiles aux organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération, les institutions universitaires, les centres de recherche et diverses organisations du secteur privé telles que les associations de producteurs, les chambres de commerce et les associations professionnelles et techniques concernées par les questions abordées.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications et des documents, les consultations périodiques et la participation aux réunions gouvernementales et d'experts.

GROUPE COMMUN CEPALC/CNUCED DES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Présentation

Le Groupe commun CEPALC/CNUCED des sociétés transnationales est le centre de coordination des activités réalisées par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine en Amérique latine et aux Caraïbes. Sa principale responsabilité est d'étudier et d'évaluer les retombées économiques, sociales et institutionnelles des opérations des sociétés transnationales dans la région. Il s'agit de fournir aux gouvernements de la région des éléments de référence leur permettant d'adopter des politiques et des mesures propres à exploiter au maximum la contribution de l'investissement étranger au profit du développement des pays respectifs.

Le programme de travail du Groupe obéit aux principes directeurs tracés par la Commission sur les sociétés transnationales ainsi qu'aux mandats des Etats membres de la CEPALC, émanés des sessions respectives des deux Commissions.

L'intensification du processus de globalisation de l'économie mondiale met en évidence le rôle capital que jouent les sociétés transnationales, notamment en raison de leur maîtrise de la technologie moderne. Les réformes économiques et institutionnelles menées à bien dans la plupart des pays de la région ont autorisé, dans cette première partie de la décennie, une reprise des courants d'investissement étranger direct qui avaient fléchi dans les années 80. On observe néanmoins une nette tendance à la concentration de ces courants dans quelques pays et à la spécialisation sectorielle.

La stratégie de développement des pays de la région a été réorientée de façon à privilégier l'insertion au sein de l'économie internationale et l'amélioration des niveaux de compétitivité des entreprises nationales et étrangères sur la base du progrès technique. Ce réaménagement passe par des processus nationaux de transformation et de modernisation de l'appareil de production qui requièrent de nouveaux investissements et la restructuration de la plate-forme industrielle héritée du passé. Dans ce contexte, les sociétés transnationales sont, sans nul doute, appelées à jouer un rôle complémentaire de premier plan dans ces processus car elles maîtrisent d'importants secteurs du commerce international, la recherche-développement et le transfert de technologie qui en résulte, ainsi que la formation de capital au sein de l'économie mondiale.

Les comparaisons établies dans le cadre des programmes de travail des périodes biennales antérieures font ressortir qu'en règle générale, la technologie et le capital étrangers n'ont pas joué en Amérique latine le rôle revitalisateur qui a été le leur dans les pays asiatiques en développement. Dans le cas de ces derniers, et en particulier des pays récemment industrialisés, la technologie et le capital étrangers ont joué un rôle-clé en favorisant leur incorporation croissante au nouvel ordre industriel international, sur la base du dynamisme de leurs exportations de produits manufacturés à technologie de pointe.

L'étude comparative régionale fait également apparaître des différences tant sur le plan des stratégies et des politiques de développement que sur celui des modalités de l'investissement étranger et de la participation des sociétés transnationales au développement des économies d'implantation. Ces différences, auxquelles viennent s'ajouter une myriade de facteurs structurels et macro-économiques, déterminent les possibilités d'utiliser l'investissement étranger et les sociétés transnationales pour favoriser

un processus vertueux d'apprentissage technologique susceptible de conduire à une phase ultérieure d'innovation dans les pays de la région.

Afin d'étudier plus en profondeur les processus mentionnés plus haut et d'épauler les efforts déployés par les pays de la région pour mettre au point des stratégies et des politiques permettant de tirer parti de l'investissement étranger et de la participation des sociétés transnationales, le programme de travail pour la période biennale 1996-1997 a été bâti autour de six sphères thématiques étroitement corrélées.

Les activités prévues dans les quatre premières sphères thématiques ont pour objet d'étudier les principaux aspects de la contribution potentielle des sociétés transnationales au développement des économies locales, tels que leur rôle en matière de réaménagement industriel, leur incidence sur le commerce extérieur des pays de la région, leur participation au transfert de technologie et les retombées au niveau de la modernisation des processus de production, ainsi que leur rapport avec l'intégration économique régionale et sous-régionale. Dans ce dernier domaine, et étant donné l'importance croissante qu'il a acquis au cours de ces dernières années, on prêter une attention spéciale au processus d'internationalisation des entreprises latino-américaines au sein et hors de la région.

Un chapitre spécial du programme de travail sera consacré à l'étude des politiques susceptibles de favoriser, en termes de qualité et de quantité, la participation des investissements étrangers et des sociétés transnationales au développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, intensifiant de la sorte la participation des pays de la région au nouvel ordre industriel international. On prévoit également, afin d'épauler les activités de recherche et de coopération, de poursuivre les travaux de recueil de données actualisées sur les investissements étrangers, quelle qu'en soit la modalité, et sur les activités des sociétés transnationales dans les pays de la région. Les travaux prévus dans ces domaines sont regroupés dans les deux dernières sphères thématiques.

Finalement, on prévoit de mener des activités opérationnelles telles que l'envoi de missions de coopération technique aux pays qui en feront la demande et l'organisation de réunions et de tables rondes, afin de divulguer les travaux réalisés par le Groupe et favoriser une meilleure connaissance de ces sociétés de la part des pays de la région.

1. Activités

Sphère thématique 1: La transformation et la modernisation du processus de production et les sociétés transnationales

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts sur les conclusions des travaux concernant le rôle des sociétés transnationales dans le réaménagement industriel.

b) Publications non périodiques

Un document sur les sociétés transnationales et le réaménagement industriel.

c) Activités intermédiaires

Deux études de cas sur le rôle des sociétés transnationales dans le réaménagement industriel et mise à jour de deux études antérieures sur le même sujet.

Sphère thématique 2: Les sociétés transnationales et le commerce extérieur des pays de la région

Publications non périodiques

Une étude de cas sur les sociétés transnationales et leur incidence sur le commerce extérieur, dans certains secteurs et pays encore indéterminés.

Sphère thématique 3: Les sociétés transnationales et le transfert de technologie

Publications non périodiques

Deux études de cas sur les sociétés transnationales et leur incidence sur la modernisation technologique.

Sphère thématique 4: Les sociétés transnationales et l'intégration économique en Amérique latine et aux Caraïbes

Publications non périodiques

i) Un rapport sur la contribution des sociétés transnationales aux processus d'intégration économique en Amérique latine et aux Caraïbes.

ii) Un rapport sur l'internationalisation des entreprises latino-américaines au sein et hors de la région.

Sphère thématique 5: Options de politique propres à tirer le meilleur parti de la contribution des sociétés transnationales au développement

a) Publications non périodiques

Une étude sur les nouveaux facteurs déterminants et les critères de politique propres à tirer le meilleur parti de la contribution des sociétés transnationales au développement des économies d'implantation.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande quant aux politiques propres à tirer le meilleur parti de la contribution des sociétés transnationales au développement.

c) Activités intermédiaires

Mise à jour de l'étude sur les réformes économiques et institutionnelles et les politiques pertinentes dans les pays de la région.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 6: Réseau d'information sur l'investissement étranger

a) Publications non périodiques

i) Deux annuaires statistiques sur l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes.

ii) Quatre publications contenant des condensés d'études en cours et certains articles choisis sur les sociétés transnationales en Amérique latine et aux Caraïbes.

b) Matériel technique

Mise à jour de la base de données sur l'encadrement juridique et l'information statistique de l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en feront la demande en ce qui concerne les réseaux nationaux d'information sur l'investissement étranger.

d) Activités intermédiaires

Préparation de rapports annuels sur l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes.

La réalisation de toutes les activités de cette sphère thématique dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités seront menées en étroite collaboration avec plusieurs institutions internationales telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), le Système économique latino-américain (SELA) et d'autres organismes des Nations Unies. Diverses consultations de type périodique et officiel quant à l'expérience régionale en la matière seront effectuées avec plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales, afin de constituer un réseau d'institutions concernées par cette question à l'échelon régional et encourager la coopération réciproque.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les utilisateurs des produits de ce sous-programme seront, au premier chef, les organismes publics et privés responsables de la prise de décision dans les domaines liés à l'investissement étranger et aux sociétés transnationales. Les publications prévues s'adresseront également aux organisations régionales ou sous-régionales de développement, d'intégration ou de coordination des politiques, aux centres d'études et de recherche ainsi qu'aux associations technico-professionnelles, de chefs d'entreprises et de travailleurs concernées par cette question.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents, la participation aux séminaires et aux tables rondes organisés aux échelons régional, sous-régional ou national.

Les documents pourront servir d'éléments de référence aux gouvernements des Etats membres dans la formulation et la mise en oeuvre de politiques visant à tirer le meilleur parti de la contribution des sociétés transnationales au développement des pays de la région.

Annexe

TYPES D'ACTIVITES

1. Réunions1.1 Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Ce point concerne les réunions de représentants d'institutions gouvernementales des pays membres organisées pour aborder un thème spécifique lié aux fonctions exercées par ces institutions. Dans la plupart des cas, la CEPALC élaborera un rapport ou un document de fond sur le thème envisagé.

1.2 Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Il s'agit de réunions de spécialistes n'appartenant pas à la structure organique des Nations Unies chargés de prêter des services consultatifs au Secrétaire exécutif de la CEPALC dans un domaine spécifique. Pour ces réunions, la Commission élabore généralement un rapport ou un document de fond sur la question envisagée, lequel servira de base aux débats.

2. Documents et publications2.1 Publications périodiques

Il s'agit d'études et/ou de bulletins publiés par la CEPALC selon un calendrier établi au préalable dans le Programme de publications du Secrétariat, comme l'Estudio económico de América Latina y el Caribe, le Boletín demográfico, etc.

2.2 Publications non périodiques

Il s'agit d'études publiées par la CEPALC conformément au calendrier prévu dans le Programme de publications, mais d'une façon non régulière.

2.3 Matériel technique

Ce matériel correspond à l'information stockée dans les bases de données, les logiciels, etc. et qui ne possède pas la catégorie de produit fini.

3. Matériel et services d'information

Ce matériel comprend tous les produits élaborés dans le but de divulguer les activités de la CEPALC tels que les prospectus, les notes d'information et de presse, les panneaux d'expositions et autres modalités de représentation visuelle, les documentaires cinématographiques et sur vidéocassette, le matériel de radiodiffusion, les visites guidées, les cérémonies spéciales, etc.

4. Activités opérationnelles

4.1 Services consultatifs

Il s'agit de la prestation de services d'assistance technique aux pays membres qui en font la demande expresse.

4.2 Formation collective

Ce titre correspond à l'organisation et la réalisation, de la part de la CEPALC, de séminaires et de cours de spécialisation à l'intention des pays membres.

5. Activités intermédiaires

Il s'agit de toutes les activités de type permanent dont les résultats peuvent servir à l'élaboration de produits finis.